

LA PRESSE AFFAIRES



TECHNO
LE QUÉBEC PRÊT POUR
LE NOUVEAU IPHONE
PAGE 6

**LIQUIDATION
INQUIÉTANTE**
DES DIRIGEANTS DE GM
ONT VENDU LEURS ACTIONS PAGE 7

S&P TSX 10 077,70 -16,44 (-0,16%)	S&P 500 908,35 -0,89 (-0,10%)	DOW JONES 8469,11 +50,34 (+0,60%)	PÉTROLE 58,85 \$US +0,35 \$US (+0,60%)	DOLLAR 86,06 ¢US +0,28 ¢US
--	--	--	---	---

Rona trime, mais voit des occasions

HUGO FONTAINE

Le titre de Rona a plongé de 7% hier à la Bourse de Toronto, après que la société ait annoncé un recul de ses ventes de 7,2% au premier trimestre de 2009. Mais le détaillant identifie un fort potentiel de consolidation dans le marché canadien de la rénovation, et il compte bien en tirer profit.

Le quincaillier a d'ailleurs procédé à une émission d'actions de 150 millions de dollars hier après la fermeture des marchés, en indiquant qu'elle utilisera cet argent notamment pour rembourser la

dette et financer ses «projets d'investissement stratégique». Les 11 630 000 actions sont émises à un prix de 12,90\$, alors que le titre a terminé la séance d'hier à 13,60\$.

En dévoilant ses résultats de premier trimestre, Rona a indiqué que «les conditions de marché actuelles représentent un important potentiel pour la consolidation du marché canadien de la rénovation-construction et nous entendons poursuivre nos efforts en ce sens au cours des prochains trimestres».

► Voir RONA en page 4

GRIPPE A(H1N1)

Hydro n'a pas lésiné sur les mesures

EXCLUSIF

STÉPHANE PAQUET

Des voyages d'affaires reportés. Des dirigeants qui ont annulé leur présence à des dîners-conférences pour cause de trop grande promiscuité. Et même des rencontres qui ont dû se tenir dans des salles deux fois plus grandes que d'habitude pour éviter la propagation de virus. Ce sont là quel-

Les employés d'Hydro qui devaient se réunir ont dû faire attention aux lieux choisis : pour 10 personnes, on devait se réunir dans une salle qui peut en recevoir 20.

ques-unes des conséquences du «Plan d'urgence de risques biologiques» mis en œuvre pour la première fois par Hydro-Québec en raison de la grippe porcine, devenue A(H1N1).

«Le mot d'ordre, c'est le gros bon sens», explique en entretien le chef de l'équipe des médias chez Hydro, Marc-Brian Chamberland. Des mesures qui dépassent de beaucoup en impor-

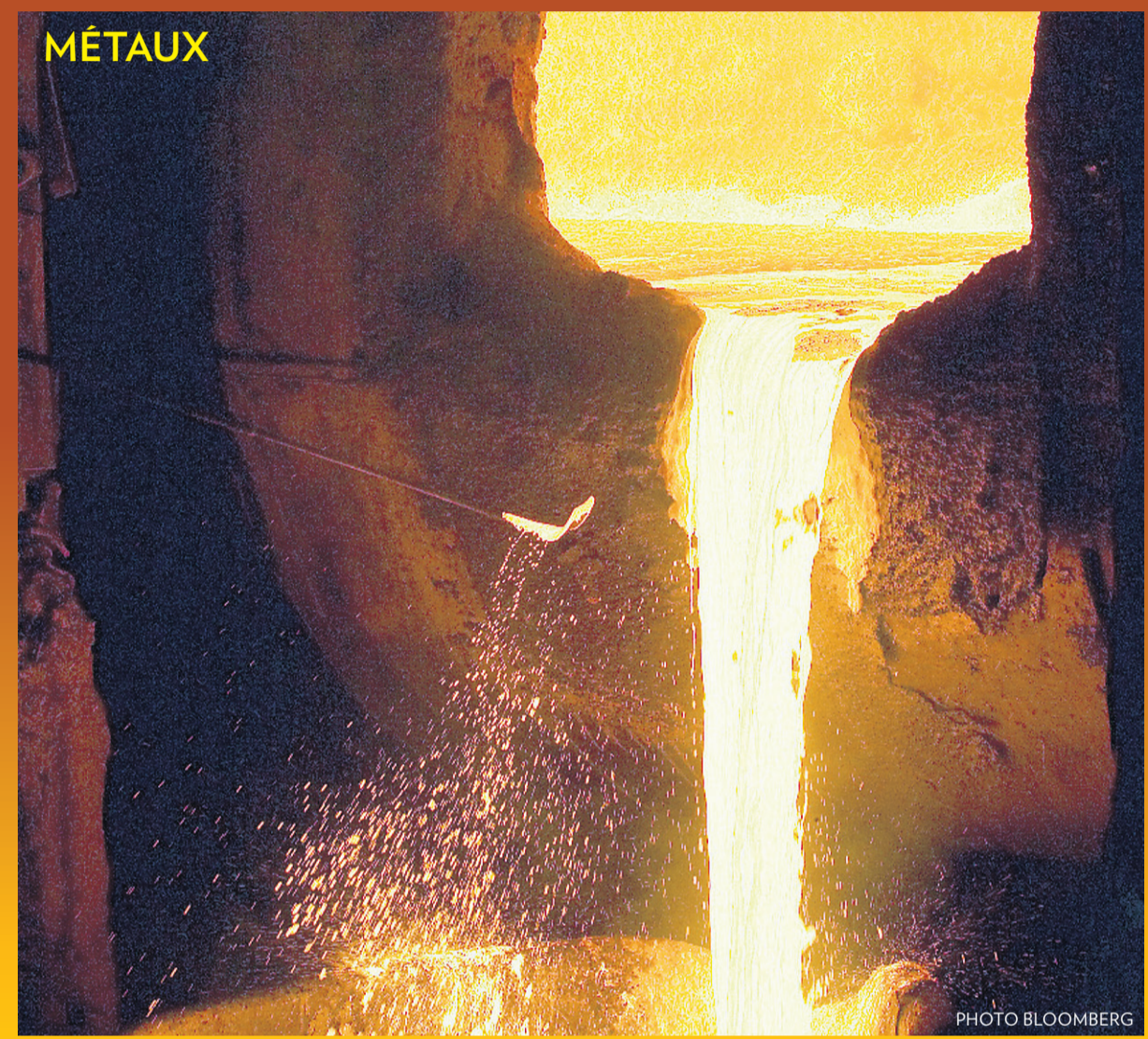
tance celles d'autres sociétés d'État dont le rôle est jugé moins stratégique, a constaté *La Presse Affaires*.

Ainsi, le 1^{er} mai, le président d'Hydro-Québec Distribution, André Boulanger, s'est fait remplacer à un dîner de la Fédération des chambres de commerce. Il devait remettre un prix aux entreprises qui font des efforts d'économie d'énergie.

Le hic: il y avait trop de gens dans la salle, le risque de contagion a été jugé trop élevé. Bref, c'est Louise Gravel, directrice de la clientèle des grandes entreprises, qui est allée décerner le prix, puisqu'elle occupe un poste moins stratégique. «Il a été jugé pertinent de ne pas l'envoyer», explique M. Chamberland.

Les employés d'Hydro qui devaient se réunir ont également dû faire attention aux lieux choisis: pour 10 personnes, on devait se réunir dans une salle qui peut en recevoir 20. «Si l'es dans une salle trop petite, où il y a trop de promiscuité et que quelqu'un tousse et que c'est à peu près sûr qu'il va recevoir les postillons de l'autre personne... C'est toutes ces questions-là qui, à chaque événement, à chaque déplacement, le gestionnaire s'assurait si c'était correct», explique encore le porte-parole de la société d'État.

► Voir HYDRO en page 4



UNE LUEUR DE REPRISE

RAVIVÉS PAR LES ESPOIRS D'UNE REPRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE, LES PRIX DES MÉTAUX SE REDRESSENT DEPUIS L'ARRIVÉE DU PRINTEMPS. UNE BONNE NOUVELLE POUR L'INDUSTRIE MINIÈRE, QUI A CONNU UN HIVER TRÈS DIFFICILE. AU QUÉBEC, LES USINES DE RIO TINTO ALCAN ÉTAIENT POURTANT RENTABLES, MÊME QUAND LES PRIX DE L'ALUMINIUM ÉTAIENT AU PLUS BAS, SELON UNE ÉTUDE QUE LA PRESSE A OBTENUE.

DERNIER BILAN DU SECTEUR DES MÉTAUX, EN PAGES 2 ET 3

Mauvaise nouvelle : l'excédent commercial explose

MARIE TISON

L'excédent commercial du Canada a quadruplé pour atteindre 1,1 milliard de dollars au mois de mars. Il était de 262 millions au mois de février.

Ce n'est pas une bonne nouvelle.

Statistique Canada a fait savoir hier que les importations et les exportations de marchandise du Canada avaient diminué en mars. Si l'excédent commercial a augmenté, c'est uniquement parce que les importations ont diminué deux fois plus que les exportations.

«La bonne nouvelle apparente, c'est l'augmentation du

solde commercial, a déclaré Benoît Durocher, économiste du Mouvement Desjardins, en entrevue avec *La Presse Affaires*. Mais ça cache deux mauvaises nouvelles: d'une part, les exportations continuent de diminuer, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour les exportateurs; d'autre part, la forte diminution des importations est symptomatique de profondes difficultés au niveau de la demande intérieure, soit des dépenses de consommation en recul et une forte diminution des investissements résidentiels et non résidentiels.»

Les importations ont baissé de 4,4% au mois de mars pour s'établir à 31,4 milliards, alors que les

exportations ont diminué de 1,8% pour se chiffrer à 32,5 milliards.

La diminution des importations et des exportations a touché la plupart des secteurs. Au niveau des importations, ce sont les produits énergétiques qui ont enregistré la baisse la plus importante, soit une diminution de 18,4%. La valeur de ces importations s'est établie à 2,3 milliards, soit le niveau le plus faible depuis octobre 2004. En mars, les importations de pétrole brut ont diminué de 2,1%, alors que les importations d'autres produits énergétiques ont chuté de 33,2%.

► Voir EXCÉDENT en page 4

TRANSPORT Lyon INC.

Déménagement et entreposage

Services offerts :

- Déménagement commercial • Déménagement résidentiel
- Entreposage résidentiel et commercial
- Planification et gestion de projet en déménagement de bureaux
- Garde-robe, boîte, assurance

514 322-4422

WWW.TRANSPORTLYON.COM

Vos experts déménageurs depuis plus de 25 ans!

Entreposage à bas prix

MÉTAUX UNE LUEUR DE REPRISE

RIO TINTO ALCAN

LES ACTIVITÉS QUÉBÉCOISES RÉSISTENT À LA RÉCESSION

EXCLUSIF

HÉLÈNE BARIL

Rio Tinto Alcan n'a jamais cessé de faire des profits avec ses usines du Québec, malgré la crise qui secoue l'industrie de l'aluminium.

La multinationale, qui vient de recevoir une aide financière additionnelle du gouvernement Charest, faisait des profits même lorsque le prix de l'aluminium a atteint un creux au premier trimestre de 2009, révèle une étude réalisée par Bill Murnighan, économiste des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) à Toronto.

En se servant des données du groupe CRU de Londres qui sont utilisées par l'industrie de l'aluminium partout dans le monde, l'économiste a calculé que même au prix très bas des premiers mois de 2009, soit 1396\$US la tonne d'aluminium, Rio Tinto Alcan a continué d'encaisser des profits de l'exploitation de ses usines au Québec et de sa seule autre au Canada, celle de Kitimat en Colombie-Britannique.

Après avoir atteint un creux au premier trimestre, le prix de l'aluminium est en remontée. Selon la plupart des analystes, il repassera le cap des 2000\$US la tonne en 2010. À ce prix, même les plus anciennes usines de Rio Tinto Alcan, comme

Shawinigan et Beauharnois, font des profits, démontre l'économiste.

Cette rentabilité qui a résisté à la dégringolade du prix de l'aluminium s'explique principalement par le coût très bas de l'énergie dont profite Rio Tinto Alcan. L'entreprise produit elle-même à peu près toute l'électricité dont elle a besoin, à un coût qui s'approche de zéro. Selon les chiffres de CRU, le coût de revient de l'électricité produite par Rio Tinto Alcan est de moins d'un cent le kilowattheure, soit 0,6 cent. C'est quatre fois moins que le prix payé par les autres alumineries du Québec, qui bénéficient pourtant des tarifs préférentiels négociés dans des ententes secrètes (environ 2 cents le kilowattheure).

Situation enviable

Comparativement aux autres producteurs d'aluminium dans le monde, la situation de Rio Tinto Alcan au Québec est encore plus enviable. L'entreprise paie six fois moins cher que les autres acteurs de l'industrie ailleurs dans le monde. «Il est permis de penser que les coûts d'énergie canadiens de Rio Tinto Alcan sont parmi les plus bas de toute l'industrie mondiale de l'aluminium», conclut l'étude de Bill Murnighan.

Rio Tinto Alcan a annoncé la fermeture de son usine de Beauharnois au début de l'année, en raison du retournement de

la conjoncture. Celles de Shawinigan et d'Arvida, au Saguenay, qui sont aussi des vieilles installations, pourraient être les prochaines à fermer leurs portes.

L'entreprise a aussi diminué sa production dans son usine Vaudreuil (alumine) au Saguenay et gelé ses investissements, à l'exception de la construction d'une usine-pilote à Arvida utilisant une nouvelle technologie, l'AP-50. Ce projet avait déjà reçu une aide publique de 400 millions lors de son annonce, en décembre 2006. Le gouvernement a accordé un prêt supplémentaire de 175 millions la semaine dernière pour poursuivre le projet «à un rythme que l'entreprise n'aurait pu soutenir sans cet apport», a justifié le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Pour les syndiqués qui ont commandité l'étude sur la rentabilité de Rio Tinto Alcan au Québec, il est clair que Rio

Tinto fait payer à ses usines canadiennes l'énorme dette qu'elle a contractée pour acheter Alcan.

«La crise a le dos large», a commenté Alain Gagnon, qui représente les 2000 travailleurs du complexe Arvida, au Saguenay.

Selon lui, Rio Tinto Alcan continue de mettre de la pression sur les travailleurs québécois comme si elle perdait beaucoup d'argent. «Encore la semaine dernière, lorsque le gouvernement a annoncé un prêt supplémentaire de 175 millions à Rio Tinto Alcan, la direction nous a répété qu'on n'était pas sortis du bois».

Rio Tinto Alcan, pour sa part, refuse de donner des détails sur la rentabilité de ses usines. «Dans la conjoncture actuelle, l'ensemble de nos usines ont un défi de taille», se contente de dire Stefano Bertolli, porte-parole de l'entreprise.

L'AVANTAGE HYDRO-ÉLECTRIQUE

Prix de l'électricité pour Rio Tinto Alcan: **0,6 cent le kilowattheure**

Prix payé par les autres alumineries au Québec: **2 cents le kilowattheure**

Tarif régulier pour la grande industrie: **3 cents le kilowattheure**



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LAPRESSE

Les usines de Rio Tinto Alcan à Shawinigan et à Arvida, au Saguenay, qui sont de vieilles installations, pourraient être les prochaines à fermer leurs portes.

+18 %

Depuis la fin du mois de mars, l'indice LMEX — un indice de référence du prix des métaux qui sont échangés à Londres — a grimpé de 18%, portant son gain depuis le début 2009 à plus de 35%.

+60 %

La tendance du prix du cuivre demeure très positive, le prix de ce métal commun ayant bondi de plus de 60% jusqu'ici en 2009.

439 902 tonnes

Les importations d'aluminium et de produits d'aluminium de la Chine ont triplé en avril pour atteindre 439 902 tonnes, un record mensuel, selon la firme CRU International.

Le prix des métaux se redresse

HÉLÈNE BARIL

Même si une hirondelle ne fait pas le printemps, il arrive qu'elle prédise la fin de l'hiver. La récente remontée du prix des métaux pourrait ainsi présager d'une reprise économique moins éloignée qu'on le croyait.

Cette éclaircie n'est toutefois pas suffisante pour faire redémarrer les projets miniers mis sur la glace quand les prix des métaux se sont effondrés à l'automne dernier. «Toute reprise des prix est une bonne nouvelle», estime Michel Filion, porte-parole de la Compagnie minière IOC.

La filiale de Rio Tinto a suspendu un projet d'expansion de 800 millions qui aurait doublé la capacité de production de minerai de fer de ses installations de la Côte-Nord. Il n'est pas question de revenir

sur cette décision pour le moment, selon le porte-parole. «Il y a quelques indices mais aucun signe de reprise certaine à long terme», a-t-il dit.

Les indices pointent en tout cas résolument vers le haut. Le London Metal Exchange Index, l'indice le plus connu des prix des métaux de base, a progressé de 17% depuis la fin du mois de mars. Depuis le début de l'année, il a gagné plus de 35%.

«Un certain optimisme est de retour», constate Mathieu d'Anjou, économiste senior du Mouvement Desjardins et coauteur d'une étude sur l'évolution récente du prix des métaux de base.

L'augmentation est généralisée et dans certains cas, spectaculaire. Le prix de l'aluminium est en hausse de 10% depuis la fin du mois de mars. Celui du cuivre a bondi de 60% depuis le début de l'an-

née. Le nickel, le zinc, l'étain et le plomb sont aussi plus en demande et leur prix a augmenté considérablement au cours des dernières semaines.

Regain en Chine

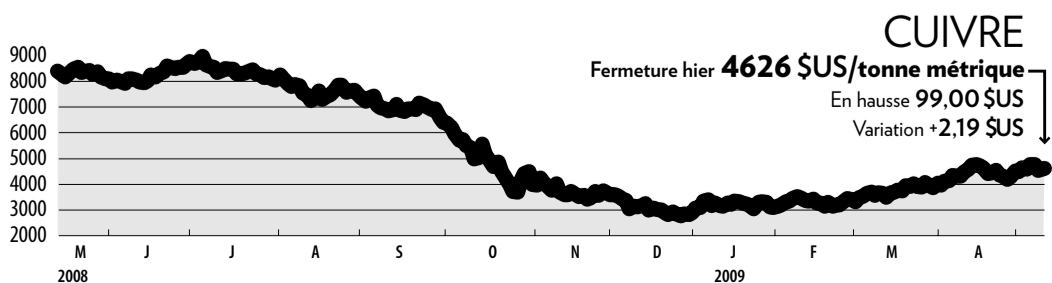
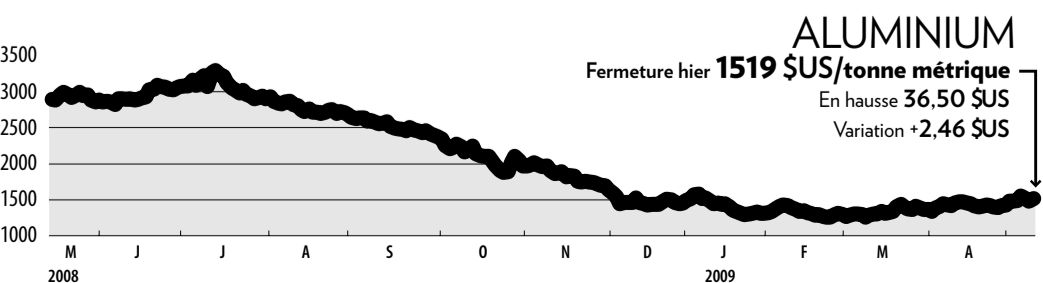
Le problème, c'est que l'augmentation du prix des métaux s'explique uniquement par un regain d'activité en Chine. Il n'y a pas vraiment de signe notable de reprise économique ailleurs dans le monde, explique l'économiste de Desjardins.

Si aucun autre pays n'emboîte le pas à la Chine, l'embellie sur le marché des métaux pourrait être de courte durée. «L'optimisme est peut-être exagéré, estime Mathieu d'Anjou, parce que la Chine ne pourra probablement pas à elle seule supporter les prix des métaux jusqu'à ce que la reprise s'étende au reste de la planète.»

Il y a donc un risque que les prix retombent, mais si ça arrive, selon lui, ils n'iront probablement pas aussi bas qu'à la fin de 2008.

La remontée des prix des métaux de base ne signifie probablement pas la fin de la récession, mais elle pourrait indiquer que le pire est derrière nous, croient les économistes de Desjardins. La hausse du prix des métaux de base coïncide en effet avec une baisse du prix des métaux précieux comme l'or et l'argent, qui servent de refuge aux investisseurs inquiets en temps de crise.

«L'amélioration du sentiment des marchés et les espoirs d'une stabilisation de l'économie mondiale sont beaucoup moins favorables pour les valeurs refuges», souligne l'étude de Desjardins.



MÉTAUX UNE LUEUR DE REPRISE



PHOTO FOURNIE PAR RIO TINTO ALCAN

Rio Tinto Alcan vient de recevoir 175 millions supplémentaires du gouvernement du Québec pour poursuivre la construction d'une usine pilote pour mettre à l'essai une nouvelle technologie au Saguenay-Lac-Saint-Jean.



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG

Importations records de cuivre par la Chine

BLOOMBERG

Les importations de cuivre par la Chine – le plus grand consommateur au monde – ont atteint un niveau record pour le troisième mois en avril quand les acheteurs ont profité des bas prix pour reconstituer leurs stocks et la demande a été propulsée par un programme de stimulus de 700 milliards CAN.

Les cargaisons ont augmenté de 7 % par rapport au mois précédent, atteignant 399 833 tonnes métriques, selon des données préliminaires dévoilées hier par le bureau des douanes à Pékin. Les achats d'aluminium ont aussi atteint un niveau record.

Les investissements de la Chine en infrastructures urbaines ont augmenté de 30,5 % dans les quatre premiers mois par rapport à l'année précédente. Le gouvernement a

injecté des fonds dans la construction de chemins de fer, d'oléoducs et de logements à prix abordables. Les importations de cuivre et de produits du cuivre ont grimpé au moment où les réserves en ferraille ont chuté et que l'État chinois a probablement augmenté les stocks.

«La quantité record ne dépasse pas les prévisions du marché et a été influencée par le prix. Nous nous attendons à ce que les cargaisons diminuent chaque mois mais qu'elles se maintiennent à un niveau élevé jusqu'à juin», a dit Grace Qu, une analyste à CBI China Co., hier à Shanghai.

Les importations de ferraille de la Chine ont augmenté pour le troisième mois consécutif en avril à 400 000 tonnes, selon les données des douanes. «C'est l'extrémité la plus élevée de nos prévisions pour les achats de ferraille mensuels», a dit Grace Qu.

L'État chinois s'est engagé à acquérir de l'étranger de 300 000 à 400 000 tonnes de cuivre raffiné cette année, selon des analystes du Macquarie Group Ltd.

«D'après notre compréhension, les achats de la Banque centrale achèvent et le stockage commercial des manufacturiers est aussi terminé. Les importations de la Chine devraient donc chuter», a dit hier Edward Fang, un analyste de la China International Futures à Shanghai.

L'État chinois a aussi acheté 590 000 tonnes d'aluminium sur le marché intérieur pour soutenir les prix, selon des courtiers.

Les importations d'aluminium et de produits de l'aluminium de la Chine ont presque triplé, à 439 902 tonnes, une quantité record, selon l'analyste Wan Ling de CRU International Ltd.

MÉTAUX

Des problèmes d'approvisionnement sont à prévoir, selon Ernst & Young

BLOOMBERG

De «sérieuses» contraintes d'approvisionnement affecteront la plupart des produits miniers dans les prochaines années parce que le manque d'investissement et d'exploration empêchera les producteurs de répondre à la demande quand l'économie mondiale redémarrera, d'après Ernst & Young LLP.

Les dépenses en infrastructures utilisées comme stimuli économiques par les gouvernements augmenteront la demande pour les métaux et les minerais. En même temps, les compagnies de l'industrie minière ont retardé ou annulé leurs projets d'expansion, selon un rapport d'Ernst & Young diffusé hier.

«L'augmentation de la demande des économies en redressement, alors que plusieurs projets majeurs dans l'industrie minière ont été repoussés ou annulés, mettra une forte pression sur l'équilibre entre l'offre et la demande», a dit Tim Williams, directeur de l'industrie minière et des métaux chez Ernst & Young à Londres, dans le rapport.

Les compagnies minières pourraient ne pas être prêtes à emprunter de l'argent pour financer des rachats, ce qui diminuera leur capacité de production, selon Williams. «Il arrivera un moment où il coûtera moins cher de construire que d'acheter. Quand cela se produira, il faut s'attendre à ce que les prix des métaux atteignent de nouveaux sommets», a-t-il dit.



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

Le manque d'investissement et d'exploration empêchera les producteurs de répondre à la demande quand l'économie mondiale redémarrera.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
 Prix importations (É.-U.) avril: **0,4%**
 mars: **0,5%**
 Ventes au détail (É.-U.) avril: **0,0%**
 mars: **-1,2%**
 High Liner Foods BPA 1T: **25¢**
 Macy's BPA 1T: **-27¢US**

DEMAIN
 Ind. des prix à la prod. (É.-U.) avril: **0,1%**
 mars: **-1,2%**
 CAE BPA 4T: **19¢**
 Cascades BPA 1T: **8¢**
 Gildan BPA 2T: **13¢**
 Wal-Mart BPA 1T: **76¢US**

VENDREDI 15 MAI
 Ventes des manufacturiers (Canada) mars: **1,3%**
 fév.: **2,2%**
 Ind. des prix à la conso. (É.-U.) avril: **0%**
 mars: **-0,1%**
 JC Penney BPA 1T: **3¢US**

LUNDI 18 MAI
 Marchés financiers fermés au Canada
 (fête de la Reine et journée nationale des Patriotes)
 Lowe's BPA 1T: **25¢US**

MARDI 19 MAI
 Permis de construire (États-Unis) avril: **530K d'unités**
 «mars: 516k d'unités»
 Ame. Eagle Outfitter BPA 1T: **7¢US**
 Hewlett-Packard BPA 2T: **85¢US**
 Home Depot BPA 1T: **28¢US**

MERCREDI 20 MAI
 Canaccord Capital BPA 4T: **-13¢**
 Deere & Co BPA 2T: **1,06\$US**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
 lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

8		7			4			3
		1		3	5			9
9				1	7			2
								3
2	3		6	1				
6			1		4			
		8				2	4	
3								9
7								7

Niveau de difficulté : MOYEN

1363

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	5	1	4	3	7	9	6	2
3	6	7	9	8	2	5	4	1
4	2	9	1	5	6	8	3	7
2	4	8	3	9	1	6	7	5
1	9	5	6	7	4	2	8	3
7	3	6	5	2	8	4	1	9
9	8	4	7	1	5	3	2	6
5	1	2	8	6	3	7	9	4
6	7	3	2	4	9	1	5	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 1362



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Au plus fort de la crise, « si un fournisseur ou un partenaire voulait venir au siège social d'Hydro-Québec, il fallait s'assurer auparavant avec lui, lors de la prise de rendez-vous, s'il était allé au Mexique. Et si oui, on lui demandait de ne pas se présenter et de trouver une autre façon, par exemple de régler ça au téléphone ou de reporter le rendez-vous de quelques jours ».

Hydro n'a pas lésiné sur les mesures

HYDRO

suite de la page 1

Ces mesures ont affecté jusqu'à ceux qui font affaires avec Hydro. « Si un fournisseur ou un partenaire voulait venir ici chez Hydro, il fallait s'assurer auparavant avec lui, lors de la prise de rendez-vous, s'il était allé au Mexique, poursuit M. Chamberland. Et si oui, on lui demandait de ne pas se présenter et de trouver une autre façon, par exemple de régler ça au téléphone ou de reporter le rendez-vous de quelques jours. »

Du début de la crise jusqu'au 30 avril, Hydro-Québec a aussi interdit à ses employés de faire des voyages à l'extérieur du pays. L'ordre a été partiellement levé le 6 mai, quand seulement les voyages au Mexique ont été interdits. « Depuis hier, les employés peuvent prendre l'avion pour se rendre où ils veulent sur la planète. Les autres mesures sont aussi moins sévères depuis hier. »

Et les travailleurs d'Hydro qui rentraient du Mexique – ou

s'ils avaient quelqu'un sous leur toit dans cette situation – ont dû attendre cinq jours avant de se présenter au travail.

Cette dernière mesure est la seule règle importante qu'ont adoptée deux autres importantes sociétés d'État, soit Loto-Québec et la Société des alcools. « L'employé combat son microbe à temps plein s'il en a un », résume Linda Bouchard, porte-parole de la SAQ.

À la Banque Nationale, en ce qui a trait aux voyageurs, la mesure était plus sévère que dans les sociétés d'État: 10 jours à la maison pour ceux qui rentraient du Mexique. À un moment, on leur a même demandé un certificat du médecin avant de rentrer au bureau. « On a eu un relâchement, parce que ça semble moins sévère qu'on ne le pensait », explique Denis Dubé, porte-parole de l'institution.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: spaquet@lapresse.ca

Rona trime, mais voit des occasions

RONA

suite de la page 1

Selon un analyste qui a préféré ne pas être nommé, l'expansion de Rona devrait se faire principalement par l'entremise du recrutement de nouveaux marchands, et surtout en Ontario et dans les Prairies.

Au premier trimestre, Rona a recruté trois nouveaux marchands indépendants au Québec.

Les ventes pâtissent

Rona a trimé au premier trimestre avec des ventes de 846 millions, en baisse de 7,2 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Les ventes des magasins comparables ont diminué de 8,5 %.

Les ventes sont en deçà des estimations et elles ont visiblement rappelé au marché que les temps sont durs pour les détaillants, nous a dit un analyste.

L'entreprise de Boucherville attribue le recul des ventes « en grande partie au faible niveau

de confiance des consommateurs canadiens envers l'économie et la baisse importante des mises en chantier dans l'ouest du pays ».

Mais l'économie n'était pas le seul handicap du détaillant, qui rappelle que le début d'année particulièrement froid partout au pays et des précipitations records en Alberta en mars ont également joué contre lui.

« Janvier a été extrêmement difficile », a dit le président et chef de la direction, Robert Dutton, pendant une téléconférence avec des analystes. La forte pression sur les ventes devrait s'estomper, « mais les prochains trimestres resteront exigeants », ajoute M. Dutton.

Le quincaillier prévoit donc encore des impacts négatifs sur les ventes et les bénéfices dans les prochains mois, même si les ventes d'avril ont été « légèrement » meilleures qu'au premier trimestre.

Rona compte beaucoup sur les bas taux hypothécaires et les crédits d'impôt à la rénovation (mis en vigueur au printemps)

pour stimuler l'industrie.

Perte de 2,5 millions

Rona affiche une perte nette de 2,5 millions au premier trimestre, soit une perte de 2 cents par action diluée. Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 25,5 millions de dollars, en baisse de 4,2 %.

Mais le détaillant a poursuivi son programme PEP (productivité, efficacité, profitabilité), qui lui a permis d'améliorer sa marge brute, réduire ses stocks (baisse de 7,3 % au premier trimestre) et ses coûts de logistique.

« Ces éléments nous ont d'ailleurs permis d'atténuer les effets de la récession en cours sur les ventes », indique Robert Dutton. Nous avons considérablement amélioré notre bilan par une réduction significative de notre niveau d'endettement et de nos frais financiers. »

Rona entend aussi réduire de 50 millions (25 %) ses dépenses en immobilisations pendant l'exercice 2009.

Il n'a pas été possible d'obtenir une entrevue avec les dirigeants de Rona hier.

Mauvaise nouvelle: l'excédent commercial explose

EXCÉDENT

suite de la page 1

Le fléchissement du secteur énergétique au pays a eu des répercussions sur l'importation des biens industriels. En effet, le Canada a importé moins de tiges et de tubes de forage, ce qui a contribué à une baisse de 4,5 % des importations de biens industriels.

Du côté des exportations, il faut noter la diminution de 3,3 % du côté des produits de l'automobile et de 3,4 % du côté des machines et des équipements. Ces deux secteurs sont à l'origine de près des deux tiers de la diminution des exportations en mars.

« Je suis un peu déçu de la baisse des exportations parce qu'on avait plusieurs éléments en place pour avoir une légère croissance, a affirmé M. Durocher. Il y avait une augmentation importante de prix qui aurait dû normalement gonfler la valeur de nos exportations, et il y avait eu une bonne croissance de la production de véhicules. On aurait pu espérer que ces véhicules soient exportés. »

Krishen Rangasamy, de la CIBC, ne prévoit pas une grande amélioration à ce niveau, « compte

tenu du rétrécissement du marché de l'auto aux États-Unis ».

Benoît Durocher a affirmé que les données de Statistique Canada sur les importations et les exportations venaient conforter Desjardins dans ses prévisions.

« Nous demeurons d'avis que le PIB (produit intérieur brut) réel subira le recul le plus

important de son histoire au premier trimestre de 2009, soit une réduction d'environ 7 % », a-t-il affirmé.

Desjardins croit que le PIB continuera à diminuer au deuxième, au troisième, et peut-être même au quatrième trimestre, mais à un rythme moins rapide.

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
 A Soyez enfin votre propre patron! Nouveau concept! Franchises disp. partout au Québec. Qualinet entretien ménager. Elen Pearson 1-888-715-9911, www.qualinet.ca

714 FRANCHISES
 CHEZ CORA franchises disponibles. Montréal, Laval, Rive-Sud. laurendeau@chezcora.com

Dagwoods Sandwichs et Salades
 Nouvelle franchise disponible à Mascouche (Montée Masson Centre Walmart), 30 000 \$ comptant requis. Financement par Dagwoods pour opérateur avec exp. Votre chance d'être propriétaire de votre entreprise. www.dagwoods.ca ou 514-697-1309

715 FINANCEMENT
 AI 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides. Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.
FINANCES PENDFIELD. Prêteur privé. Réponse rapide! Taux d'intérêt 5 à 13%. 90% des dossiers sont acceptés. On a la solution! 514-621-9463
TOUS FINANCEMENTS, CANAL PRIVÉ SANS LIMITATION, TOUS PROJETS. J.P. Martel, 514-802-7103

725 TENUE DE LIVRES, IMPÔT
EXPERT COMPTABLE FISCALITÉ, ex-travaillant Ministère Rev., 41 ans exp., autonome, corporatif, **problème d'impôt** • 514-352-9603

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que "CALDI DÉCOR INC." demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, ce 11 mai 2009.
DOYON IZZI NIVOIX
 Procureurs de la compagnie

PRENEZ AVIS que la compagnie **9123-1126 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 13 mai 2009 L'administrateur, **Yu, Chang Rong**

PRENEZ AVIS que la compagnie **9157-0820 QUÉBEC INC.** demandera sa dissolution au Registraire des entreprises conformément à l'article 28 de la Loi sur les Compagnies. Basma Al Hiraki

PRENEZ AVIS que la compagnie **MEDPHARM COURTIERIS INC.** ayant son siège au 280 croissant Joncaire, île-Bizard Qc. H9C 2R1, a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises

PRENEZ AVIS que la compagnie **SOLUTIONS LOGEXCEL INC.** ayant son siège au 8330-A rue Clark, Montréal, Qc. H2P 2N5, a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises.

SNC • LAVALIN
Avis de dividende
 Le conseil d'administration de la société Groupe SNC-Lavalin inc. a déclaré un dividende trimestriel de quinze cents (0,15 \$) l'action sur les actions ordinaires en circulation de la société, payable le 4 juin 2009 aux actionnaires inscrits aux registres de la société à la fermeture des bureaux le 21 mai 2009.
 Par ordre du conseil d'administration
Yves Laverdière
 Secrétaire
 Montréal (Québec)
 Le 7 mai 2009
 Groupe SNC • LAVALIN inc.

©2009 Automobiles Porsche Canada Ltée. Photo à titre indicatif seulement.

Événement Cabriolet chez Porsche Prestige.

Conduite avec soins par nos gens, nous les laissons partir avec regrets.

Porsche Prestige
 (514) 356-7777
 230, Michel-Jasmin Dorval, QC H9P 2N5
 1-866-499-8911
www.porscheprestige.com

Notre sélection de 911 Cabriolet Démo

911 C2 Cab 2008 Stock 8p-0050 PDSF: 114 965,00\$ location 48 mois 1180\$/mois* Résiduel: 48 365\$ 94 500\$ achat	911 C4 Cab 2008 Stock 8p-0071 PDSF: 128 535\$ location 48 mois 1360\$/mois* Résiduel: 54 064\$ 105 911\$ achat	911 C4 Cab 2008 Stock 8p-0095 PDSF: 126 105,00\$ location 48 mois 1330\$/mois* Résiduel: 53 044\$ 103 911\$ achat
---	---	--

Plusieurs autres modèles disponible sur place. Contactez un de nos conseillers. Porsche Prestige. On se déplace pour vous.

* Taxes en sus. Location de 48 mois avec acompte de 10 000\$ ou échange équivalent. Allocation de 16 000 km par an. Sujet à l'approbation du crédit. Détails chez Porsche Prestige.

FINANCIÈRE POWER

«Aucun regret» pour Putnam

MAXIME BERGERON

Le grand patron de la Corporation financière Power (CFP) affirme n'avoir «aucun regret» à la suite de l'acquisition de Putnam Investments en 2007, même si cette société a vu ses actifs sous gestion fondre depuis.

Jeffrey Orr, président de la filiale de Power Corporation, fait valoir que Putnam n'a pas été acquise dans une optique à court terme, mais plutôt dans un horizon de rendement sur 5, 10 ou 15 ans. «On n'a aucun regret d'avoir acheté Putnam, bien que j'aurais souhaité que l'environnement des 18 derniers mois ait été meilleur», a-t-il dit en marge de l'assemblée annuelle de CFP, tenue hier à Montréal.

CFP a mis la main sur le géant bostonien en février 2007 pour 4,6 milliards de dollars, par l'entremise de sa filiale Great-West Lifeco. L'actif géré par Putnam Investments atteignait 225 milliards au 31 décembre 2006, somme qui a glissé à environ 115 milliards le mois dernier, surtout en raison du recul des marchés boursiers.

Devant les actionnaires, hier, Jeffrey Orr s'est montré confiant dans le vaste «effort de relance stratégique» entamé chez Putnam. Ce redressement se traduit entre autres par une réduction des coûts et par le lancement de nouveaux produits de placement.

Bob Reynolds, vétéran de Fidelity Investments, pilote depuis juillet dernier les destinées de Putnam.

Premier trimestre

CFP a profité de son assemblée pour dévoiler les résultats de son



Paul Desmarais, jr., président du conseil et co-chef de la direction de Power Corporation et co-président du conseil de la Corporation financière Power, Jeffrey Orr, président et chef de la direction de la Corporation financière Power, Paul Desmarais, président du comité exécutif de Power Corporation, et André Desmarais, président délégué du conseil, président et co-chef de la direction de Power Corporation et co-président du conseil de la Corporation financière Power.

premier trimestre de 2009, terminé le 31 mars. Le bénéfice net a été divisé par trois, passant de 586 millions (80 cents par action) il y a un an à 195 millions (24 cents par action). Une baisse qui résulte de la réduction des apports respectifs des filiales Lifeco, Société financière IGM et de l'euroépénne Pargesa, a indiqué CFP.

«Le résultat du premier trimestre de Lifeco reflète la faiblesse

de la conjoncture des marchés au cours du trimestre, qui a entraîné un recul des honoraires de gestion, a indiqué Jeffrey Orr. En outre, la réduction des notes de solvabilité attachées à des titres détenus par Lifeco a obligé la compagnie à augmenter sa provision pour pertes de crédit futures pour le trimestre.»

Le bénéfice d'exploitation a atteint 252 millions pendant le trimestre, comparativement à 491

millions il y a un an.

Le titre de CFP a clôturé la journée à 24,93\$ à la Bourse de Toronto hier, en léger repli de 10 cents (0,4%).

Par ailleurs, Jeffrey Orr a tenu à souligner aux actionnaires que les filiales de CFP avaient affiché une meilleure performance que leurs pairs du secteur financier dans le monde en 2008. «Nos sociétés ont atteint de bonnes performan-

LA PORTE OUVERTE À DES ACQUISITIONS

La Corporation Financière Power garde la porte grande ouverte à la possibilité de faire des acquisitions. C'est ce qu'a indiqué hier le président et chef de la direction du groupe, Jeffrey Orr, en marge de l'assemblée des actionnaires. «Nous n'arrêtons jamais de regarder», a-t-il dit aux journalistes. L'entreprise cherche à acheter des actifs qui cadrent avec sa stratégie, dans le secteur de la gestion d'actifs et dans les assurances, a indiqué M. Orr. Le dirigeant s'est toutefois refusé à discuter d'un échéancier. «Il faut être très prudent par rapport à ce qu'on achète, donc je ne voudrais faire aucune prédiction.» Aucune transaction n'est imminente, a ajouté M. Orr.

ces, non seulement pendant les nombreuses années de prospérité économique, mais aussi dans le contexte des difficultés financières les plus graves rencontrées dans le marché en plusieurs générations», a-t-il soutenu.

Le dirigeant a insisté sur le rendement à long terme de l'entreprise. Ainsi, 100\$ investis il y a 15 ans dans CFP valaient 871\$ à la fin de 2008, comparativement à 277\$ s'ils avaient été placés dans l'ensemble du TSX et 347\$ pour le sous-indice des services financiers du TSX, a fait valoir M. Orr.

CFP est détenue à 66,4% par Power Corporation. Le conglomérat montréalais est propriétaire de Gesca, qui publie *La Presse*.

PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Un client de Bombardier rejette un avion construit au Mexique

MARIE TISON

Un client de Bombardier ne veut plus du Learjet 85 qu'il a commandé parce que cet appareil sera construit au Mexique plutôt qu'en Europe.

Stephen Coonan, représentant de l'entreprise nigérienne Barbedos Group aux États-Unis, a profité d'une conférence de presse organisée par Bombardier hier à Genève, dans le cadre du salon européen de l'aviation d'affaires EBACE, pour faire connaître publiquement ses doléances.

«Nous étions sur le point de terminer la conférence de presse lorsqu'il s'est levé et a exprimé ouvertement le désir de ravoir son dépôt, a raconté la porte-parole de Bombardier Aéronautique, Danielle Boudreau, jointe à Genève. Nous trouvons cela dommage qu'il ait ressenti le besoin de s'exprimer publiquement. Il y a peut-être eu un manque de communication entre le client et nous.»

M. Coonan a indiqué à la publication spécialisée *Flight Evening News* qu'il s'inquiétait au sujet de la qualité du Learjet 85 en raison des coûts de production peu élevés au Mexique.

«L'implication, c'est que la qualité de cet appareil ne sera pas aussi élevée que celle d'un appareil construit par des techniciens européens à salaire élevé, a déclaré M. Coonan au *Flight Evening News*. Ce n'est qu'une perception, ce sera peut-être le même appareil. Mais qui veut prendre un risque de 18 millions US?»

À l'origine, c'est un petit avionneur suisse spécialisé dans les matériaux composites, Grob, qui devait développer la structure du Learjet 85 et participer à la fabrication des 40 à 50 premiers prototypes. Toutefois, Grob s'est placée sous la protection de la loi sur les faillites en août dernier et Bombardier a décidé de développer seule le nouveau biréacteur d'affaires. «En fait de capacités, notre usine du Mexique est au même niveau que toutes nos autres usines dans le monde, a affirmé M^{me} Boudreau. Il n'y a pas de différence de qualité.»

Elle a ajouté que le rapatriement du développement du Learjet 85 au sein même de Bombardier permettra à l'entreprise d'avoir un meilleur contrôle sur le produit et l'échéancier de production.

Le bénéfice d'Atrium Innovations recule au premier trimestre

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le producteur de suppléments nutritionnels Atrium Innovations a vu ses revenus grimper de 16% au premier trimestre grâce à ses acquisitions et à sa croissance interne, ce qui ne l'a toutefois pas empêché d'afficher un bénéfice en baisse par rapport à la même période un an plus tôt.

La société de Québec a enregistré un bénéfice net, incluant les activités abandonnées, de 10,6 millionsUS, ou 32 cents US par action, pour la période de janvier à mars. L'an dernier, le bénéfice de l'entreprise totalisait 14,7 millions US, ou 44 cents US par action.

Les revenus trimestriels de 70,6 millionsUS sont en hausse par rapport aux revenus ajustés de 61,1 millionsUS affichés un an plus tôt.

Atrium a acheté, à la fin de 2008, Nutri-Healt Supplement, entreprise américaine

établie en Arizona, pour 23,9 millionsUS en espèces. L'entreprise de 800 employés a également acquis l'an dernier les sociétés néerlandaises MCO Health Bv et Orthos Europe BV.

«Nos résultats de ce trimestre démontrent qu'Atrium Innovations est une société en mesure de livrer une solide performance opérationnelle malgré un environnement économique difficile», a affirmé le président et chef de la direction, Pierre Fitzgibbon.

«Étant l'un des chefs de file mondialement reconnu dans l'industrie des suppléments nutritionnels, notre objectif est de conserver un taux de croissance organique, tout en maintenant une gestion rigoureuse du risque de crédit qui survient lors d'un ralentissement économique», a ajouté M. Fitzgibbon.

Le titre d'Atrium s'échangeait à 13,76\$ hier à la Bourse de Toronto, en baisse de 11,6% (1,81\$).



Bruce Kent (à gauche) est honoré par Tony Fell, ancien président de RBC Dominion valeurs mobilières.

Le gestionnaire de portefeuille Bruce Kent remporte le Prix Tony Fell RBC

RBC Dominion valeurs mobilières félicite Bruce Kent, du bureau de la Place Ville-Marie à Montréal, qui reçoit pour la cinquième année consécutive le Prix Tony Fell, en reconnaissance de ses résultats remarquables. Bruce gère des portefeuilles de familles et de particuliers fortunés.

«Bruce utilise une approche très disciplinée et il livre d'excellentes performances à long terme. Il s'appuie sur de bons principes et y demeure fidèle.»
— Dennis Wood, homme d'affaires et client de longue date du Groupe Bruce Kent.

«Bruce a une feuille de route exemplaire pour ce qui est d'aider ses clients à faire croître leur patrimoine. Ce qui le distingue comme gestionnaire, c'est son engagement envers l'excellence dans tous les aspects de son travail : ses recherches approfondies, l'attention qu'il porte à chaque client et à chaque portefeuille qu'on lui confie et l'équipe extraordinaire qu'il a formée pour servir ses clients.»
— David Agnew, chef de la direction de RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

Gestion professionnelle de patrimoine depuis 1901

RBC Dominion valeurs mobilières

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. *Membre du FCPE. ©Marque déposée de la Banque Royale du Canada. Utilisation sous licence. RBC Dominion valeurs mobilières est une marque déposée de la Banque Royale du Canada. Utilisation sous licence. ©Copyright 2009. Tous droits réservés.

L'industrie électrique du Québec honore M. André Caillé

Association de l'industrie électrique du Québec

Le samedi 9 mai dernier, l'Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) décernait son prestigieux Prix Jean-Jacques-Archambault à M. André Caillé, Président-directeur général d'Hydro-Québec de 1996 à 2005.

De gauche à droite : M. Benoît Perreault, Associé, Raymond Chabot Grant Thornton • M. Mario Lambert, Président Surplec HV et Président du conseil d'administration de l'AIEQ • M. André Caillé, Président-directeur général d'Hydro-Québec de 1996 à 2005 • M. Jean-François Samray, Président-directeur général de l'AIEQ • M. Pierre-Luc Desgagné, Directeur principal, Planification stratégique et relations gouvernementales, Hydro-Québec.

Ce prix honorifique, nommé en l'honneur du concepteur de la ligne à 735 kV, est remis annuellement à une personnalité s'étant distinguée dans le secteur de l'industrie électrique au Québec. En lui remettant ce prix, l'AIEQ honore M. Caillé, un homme qui, par sa vision et son leadership, a permis à l'industrie d'occuper la place qui lui revient, tant au Québec que dans le monde.

GRANDS PARTENAIRES DE L'ÉVÉNEMENT

- Raymond Chabot Grant Thornton
- MITSUBISHI ELECTRIC (Distributeur par SURPLEC HV solutions au Québec)
- Hydro Québec
- ABB
- AREVA
- Bell
- DESSAU
- TECSULT
- AECOM

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES

Le « nouvel » iPhone suscite de l'espoir

Les développeurs québécois sont prêts pour les nouvelles applications

ALAIN MCKENNA

TECHNO.BIZ

COLLABORATION SPÉCIALE

Le « nouvel » iPhone s'en vient.

D'ici le début juin, alors qu'aura

lieu la populaire conférence des

développeurs Apple dans la

région de San Francisco, le voile

sera officiellement levé sur un,

voire même deux nouveaux appa-

reils, ainsi que sur la troisième

version du système d'exploitation

de l'icône *smartphone*.

Entre temps, les développeurs

informatiques qui confectionnent

des applications pour cette plate-

forme ont déjà commencé à jongler

avec ce nouveau système, appelé

iPhone OS 3.0. Il semble susciter

de nombreux espoirs tant du côté

des utilisateurs que de celui des

développeurs grâce à quelques

nouvelles fonctions annoncées en

début d'année par Apple. Celles-

ci comprennent l'ajout d'une

fonction copier-coller similaire à

celle des ordinateurs personnels,

l'éventuelle permission de réali-

ser des séquences vidéo à partir

de l'appareil et la possibilité

d'enfin utiliser le capteur GPS du

iPhone afin de se guider pas à pas

jusqu'à destination.

Notifications poussées

et paiement direct

Pour les développeurs québé-

cois, ce sont surtout les change-

ments apportés au App Store,

la boutique d'applications du

iPhone et du iPod Touch, qui

retiennent l'attention. Même si

tous n'ont pas encore eu le temps

de toutes les essayer.

« Le paiement directement

dans les applications est la grosse

nouvelle, mais il y a aussi la fonc-

tion de notification poussée »,

explique Jean-François Thibault,

directeur du développement des

affaires chez Mirego, société

située à Québec. Fondée par

d'anciens membres de Copernic,

Mirego a créé plusieurs produits

pour iPhone au fil des derniers

mois, dont certains pour des

clients comme DuProprio.com,

Praised et Coveo.

La notification poussée est

attendue depuis longtemps par

les développeurs. Elle permet

de pouvoir envoyer à l'appareil

des alertes ou des messages sans

l'intervention de l'utilisateur. La

messagerie texte (SMS) et les



PHOTO PAUL SAKUMA, AP

Il y aurait environ 100 000 iPhone en circulation au Québec. C'est pourquoi les développeurs d'ici misent sur la création d'applications pour d'autres entreprises, ou vont carrément à l'étranger.

courriels poussés fonctionnent déjà de la sorte. D'autres applications pourront en profiter. « Si on installe une application développée pour un bar, illustre M. Thibault, celui-ci pourra avertir ses clients instantanément des nouveaux événements à venir », comme un spectacle ou une offre spéciale sur certains produits.

Le paiement à partir d'applications autres que l'App Store devrait faire baisser le nombre d'applications « légères » offertes dans la boutique virtuelle d'Apple. Et contrairement à ce que craignent certains observateurs, elle ne repoussera pas les utili-

sateurs, estime le porte-parole de Mirego. « Si tu développes une application de qualité, les gens ne vont pas hésiter à payer. »

Un demi-million d'iPhone au Canada

Un an après son lancement, il se serait vendu tout près d'un demi-million d'iPhone au Canada, selon les chiffres cités par des développeurs d'applications locaux. On peut donc présumer qu'il y aurait environ 100 000 iPhone en circulation au Québec, estime l'un d'eux. C'est beaucoup, mais en même temps, c'est un peu mince, comme marché.

C'est pourquoi les développeurs d'ici misent davantage sur la création d'applications pour d'autres entreprises, ou alors, vont carrément à l'étranger.

« Probablement qu'une application qui possède du contenu exclusif entièrement canadien ou régional pourrait avoir du succès. Sinon, au Québec, il semble y avoir un marché pour les applications qu'on développe pour d'autres entreprises », pense Martin Dufort, cofondateur de Where Cloud, qui développe présentement un client Twitter pour iPhone appelé Reportage. L'application sera vendue partout

dans le monde où Apple vend ses produits. « En plus, ça ne nous coûte à peu près rien pour aller vendre mondialement », dit-il.

Une stratégie que suit également Mirego, à Québec. « Sur iPhone, le marché est surtout à l'extérieur du Québec. Par exemple, nous avons des contacts aux États-Unis et en Angleterre », constate Jean-François Thibault, ajoutant qu'après la conquête de nouveaux marchés géographiques, celle des nouvelles plateformes mobiles continuera de garder les développeurs occupés. « La prochaine affaire au Canada, c'est le Google Phone », conclut-il.

MICROSOFT

D'autres suppressions d'emplois sont possibles

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le groupe informatique américain Microsoft, qui avait annoncé en janvier l'élimination de jusqu'à 5000 postes, pourrait réévaluer son plan de réduction d'effectifs, a indiqué hier son PDG Steve Ballmer, suggérant des suppressions d'emplois supplémentaires.

« Au cas où la situation (éco-

nomique) empirerait de manière critique aux États-Unis, nous devons retravailler » sur ce plan, a déclaré M. Ballmer à l'occasion d'une conférence de presse à Bombay, en Inde.

L'éditeur de logiciels avait dévoilé le 22 janvier un plan de restructuration prévoyant jusqu'à 5000 suppressions d'emplois dans le monde sur 18 mois, dont 1400 immédiates, en vue de

générer à terme des économies annuelles d'environ 1,5 milliard de dollars.

« Le plan est d'éliminer environ 5000 emplois, et il est en grande partie mis en oeuvre », a souligné Steve Ballmer.

Au troisième trimestre de son exercice décalé, terminé fin mars, Microsoft a vu son bénéfice net chuter de 32 %, à 2,98 milliards de dollars, tandis que son chif-

fre d'affaires, étroitement lié à la santé des ventes d'ordinateurs, reculait de 6 %.

Alors que le groupe a annoncé lundi le lancement de la première émission obligatoire de son histoire, pour un montant total de 3,75 milliards de dollars, son PDG a démenti hier en Inde toute intention de procéder à des acquisitions.

« Il s'agit seulement de rumeurs

de marché, le marché en discute et j'en resterai là sur le sujet », a-t-il commenté.

Microsoft, qui cherche à contrer la lucrative publicité en ligne de Google et la puissance du géant internet Yahoo!, a évoqué à plusieurs reprises son désir d'unir ses forces d'une façon ou d'une autre avec ce dernier, bien qu'il ait échoué à le racheter l'an dernier.

CARRIÈRES

ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE



POLYCOR

Chef de file en Amérique du nord de l'extraction, de la transformation et de la mise en marché de la pierre dimensionnelle, Polycor Inc. réalise 30% de la production canadienne de granite et exporte 80% de ses produits bruts aux États-Unis et sur les marchés internationaux. Compagnie en forte expansion, Polycor détient des usines de transformation et des carrières autant au Canada qu'aux États-Unis. Pour appuyer son développement Polycor a besoin de s'adjoindre une personne pour combler le poste de :

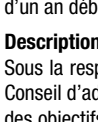
Vice-président contrôle et finance

Sous la responsabilité du vice-président du conseil et chef de la direction financière, le titulaire est responsable de la planification, de la direction et du contrôle de toutes les activités financières de l'organisation. Il gère la trésorerie et planifie l'établissement des budgets. Il élabore et met en œuvre des politiques et procédures de contrôle financier pour l'ensemble de l'organisation. Il est responsable de l'information qui doit être transmise aux actionnaires. De plus, il supervise le travail de l'équipe comptable et siège sur le comité de direction de l'entreprise. Il est le point de contact des relations d'affaires avec les banques et autres institutions financières. Le tout est réalisé dans un environnement multi-sites.

Vous êtes détenteur d'un titre comptable C.A. allié à dix (10) ans d'expérience pertinente, de préférence dans le secteur manufacturier. Toute combinaison d'expérience et de formation, jugée pertinente, sera considérée. Vous devez être reconnu pour votre leadership, votre rigueur, votre efficacité ainsi que pour vos sens de l'organisation. De plus, vous êtes en mesure d'utiliser les logiciels de l'environnement Microsoft Office. La maîtrise de la langue anglaise est essentielle.

Si le défi vous intéresse et que vous êtes désireux de vous joindre à une équipe dynamique, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 22 mai 2009, par courriel à rh-hr@polycor.com, par télécopieur au (418) 692-0981 ou par la poste aux Ressources humaines, Polycor inc., 139, rue St-Pierre, Québec, (Québec) G1K 8B9. Visitez notre site Internet pour plus d'information: www.polycor.com

Veuillez noter que Polycor inc. souscrit au principe de l'équité en emploi, et toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera retenue.



Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires de Laval (CSQ)

OFFRE D'EMPLOI | Conseillère ou conseiller en relations du travail et/ou avocat

Le SIIAL est à la recherche d'une personne pour un poste de conseillère ou conseiller en relations du travail et/ou avocat à Laval. La personne choisie devra se déplacer occasionnellement sur l'ensemble du territoire du syndicat.

Il s'agit d'un poste à temps plein temporaire sous contrat d'une durée d'un an débutant le plus tôt possible.

Description de la fonction

Sous la responsabilité de la supérieure ou du supérieur désigné par le Conseil d'administration, cette personne-ressource participe à l'atteinte des objectifs du SIIAL, principalement dans le domaine de l'application des conventions collectives, des lois du travail et des lois sociales, de la négociation des conditions de travail des membres et de leur représentation auprès de l'employeur.

Exigences

Un diplôme universitaire de premier cycle directement pertinent ou une combinaison de formation et d'expérience équivalente.

Une expérience en relations du travail en santé et en SST serait un atout.

Salaires

Selon l'échelle salariale des infirmières bachelières de la convention collective UQIL-CSQ 2006-2010.

Présentation des candidatures

Faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 22 mai 2009 à 16 heures à l'attention de Francine Lortie.

Courriel: flortie@siiial.com
Télécopieur: (450) 686-6012

102782

NB: Veuillez indiquer si vous autorisez le Syndicat à prendre des renseignements auprès d'une tierce personne.

Twitter pour suivre les astronautes

AGENCE FRANCE-PRESSE

CAP CANAVERAL — Plusieurs astronautes, dont un des membres de l'équipage de la navette Atlantis, qui s'est envolée lundi vers le télescope spatial Hubble, offrent une vue dans coulisses de leur mission quasiment en direct.

Mike Massimino, 47 ans, un des spécialistes de mission, vétéran de l'espace, qui effectuera deux des cinq sorties orbitales prévues pour réparer et moderniser Hubble, avait déjà utilisé Twitter pour décrire un entraînement en avril à Houston en vue de cette mission.

Il s'agira du deuxième vol spatial pour cet astronaute. Il avait effectué la précédente mission d'entretien de Hubble en 2002 (STS-109) et effectué à cette occasion deux marches dans l'espace.

Le nom d'utilisateur de Mike Massimino sur Twitter est Astro-Mike (Astro-Mike).

Les autres membres de l'équipage d'Atlantis sont le commandant de bord Scott Altman, le copilote Gregory Johnson et les spécialistes de mission Andrew Feustel, Michael Good, John Grunsfeld et Megan McArthur. Il est également possible de suivre les activités de la NASA pour la mission Hubble sur Twitter NASA.

Mark Polansky, le commandant de bord de la prochaine navette, devant être lancée en juin vers la Station spatiale internationale (ISS) partage des mises au jour de ses activités d'entraînement sur Twitter. Son compte Twitter est Astro-127 et peut être suivi à l'adresse www.twitter.com/Astro-127.

Six dirigeants de General Motors liquident leurs actions

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Six dirigeants du constructeur automobile américain General Motors ont soldé leur participation dans le groupe en cédant au total plus de 200 000 actions en deux jours, alors que leur entreprise tente difficilement de convaincre ses créanciers d'entrer dans son capital.

Troy Clark, Gary Cowger, Carl-Peter Forster et Ralph Szygenda, tous quatre vice-présidents du groupe, ainsi que Robert Lutz et Thomas Stephens, vice-présidents du conseil d'administration, ont cédé vendredi ou lundi toutes les actions de GM en leur possession, selon des documents publiés lundi sur le site internet de la Securities and Exchange Commission (SEC).

Les six hommes ont cédé au total 204 711 titres de GM à un prix unitaire compris entre 1,45 et 1,61 \$US. L'action de GM avait ouvert à 1,63 \$US vendredi à la Bourse de New York et a clôturé lundi à 1,44 \$US.

La SEC ne révèle pas l'identité des acheteurs.

La plus grosse cession a été réalisée par M. Lutz: celui-ci a vendu 81 300 titres à 1,61 \$US vendredi.

Le marché a fortement réagi à cette nouvelle et aux perspectives de restructuration de GM,

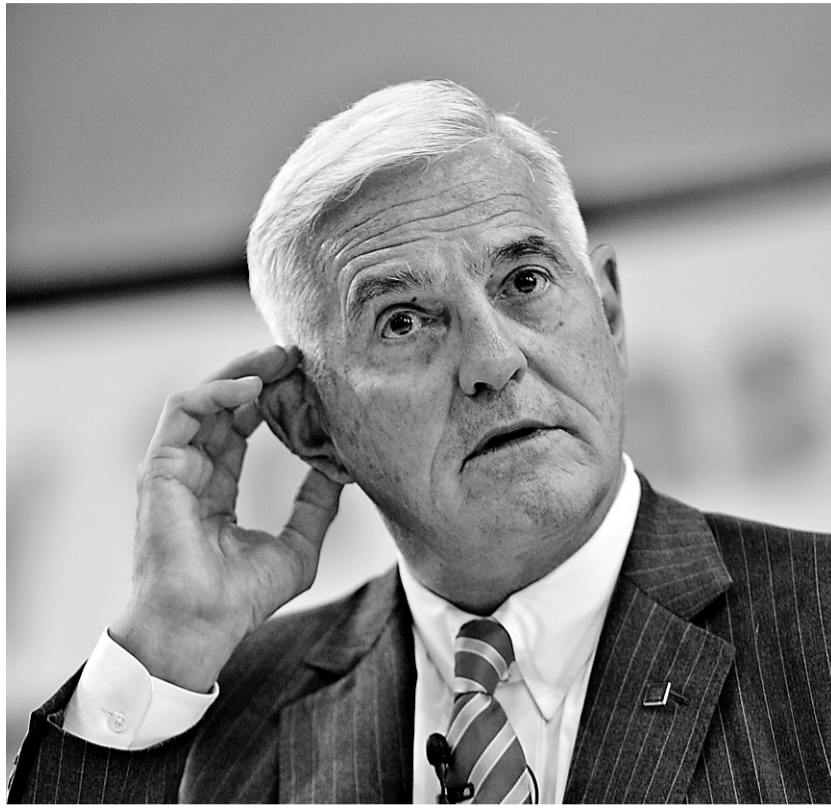


PHOTO DANIEL ACKER, ARCHIVES BLOOMBERG

Troy Clark, Gary Cowger, Carl-Peter Forster et Ralph Szygenda, tous quatre vice-présidents du groupe, ainsi que Robert Lutz (notre photo) et Thomas Stephens, vice-présidents du conseil d'administration, ont cédé vendredi ou lundi toutes les actions de GM en leur possession.

envoyant le titre du constructeur à creux jamais atteint depuis 1933.

En début de séance, hier, l'action de GM se vendait 1,09 \$US à

la Bourse de New York. À la clôture des marchés, le titre s'échangeait à 1,15 \$US, ne baisse de 29 cents US pour la journée.

Ces cessions ont eu lieu alors que le groupe de Detroit tente de se restructurer, et elles ont toutes les chances d'être interprétées comme un manque de confiance des dirigeants de GM dans leur propre entreprise.

GM doit boucler d'ici au 1^{er} juin tous les volets de son plan de restructuration, conformément au délai qui lui a été imparti par le gouvernement américain.

Le groupe peine à convaincre ses créanciers d'accepter de remettre la dette de l'entreprise en échange d'une entrée dans son capital, et son directeur général, Fritz Henderson, a jugé lundi « plus probable » que GM dépose son bilan plutôt qu'il s'en sorte sans en passer par là.

Offre

GM a proposé à ses porteurs de titres obligataires de convertir 27 milliards US de dette en actions, opération à l'issue de laquelle ces créanciers détiendraient 10 % de son capital, ce qui est bien peu au regard des 89 % qui seraient détenus par le Trésor et le syndicat de l'automobile UAW.

Pour réussir, cette offre nécessite une participation de 90 % des créanciers d'ici au 26 mai, et ce pari est d'autant plus difficile que les créanciers, mécontents, ont récemment fait une contre-offre qui leur permettrait de détenir 58 % du capital du constructeur.

L'entente avec GM risque de nécessiter plus de sacrifices

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a affirmé hier qu'une entente avec General Motors risquait de nécessiter davantage de sacrifices de la part des contribuables, des syndicats et de l'entreprise.

M. McGuinty a indiqué que les gouvernements fédéral et de l'Ontario ont dû fournir plus de fonds que prévu dans une entente récente de 3,8 milliards pour aider Chrysler à survivre.

Ce montant est quasiment aussi élevé que ce qui avait été promis initialement pour les deux constructeurs automobiles, soit 4 milliards.

L'entente pour Chrysler comprend plus de concessions de la part du syndicat et des créanciers que ce qui avait été planifié.

Mais M. McGuinty a soutenu que l'entente démontrait que toutes les parties peuvent travailler ensemble — malgré les divergences en dehors de la salle de négociations.

Le ministre fédéral de l'Industrie, Tony Clement, a déjà affirmé qu'Ottawa préférerait un processus « chirurgical » pour GM afin que le constructeur puisse se sortir rapidement de la protection des tribunaux si la faillite était inévitable.

GM a jusqu'à vendredi pour en arriver à des ententes avec ses syndicats.

CÉLINE HERVIEUX-PAYETTE

Un projet de loi pour plafonner la paie des patrons

STÉPHANE PAQUET

Les dirigeants d'entreprise qui demandent l'aide de l'État canadien pour traverser la crise actuelle ne pourraient toucher plus de 500 000 \$ par année, selon un projet de loi déposé hier au Sénat par Céline Hervieux-Payette. Et leurs primes diverses ne pourraient dépasser le tiers de leur rémunération.

Ces deux mesures s'appliqueraient aux cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les entreprises qui obtiennent une aide de moins de 250 millions de dollars et jusqu'aux 20 plus hauts salariés pour les sociétés à qui Ottawa verse une aide d'un milliard et plus.

Sa définition d'aide financière est large. « Ça va être autant de prendre des actions, des prêts garantis, sous forme de débenture ou autres. Toutes les formes d'argent », explique-t-elle en entrevue.

D'autres articles de son projet de loi touchent aussi les actionnaires, qui n'auraient droit à aucun dividende tant que l'entreprise aidée n'aurait pas fini de rembourser l'État.

Entreprises en Bourse

S'inspirant de la grogne des actionnaires de sociétés inscrites en Bourse, qui en ont contre les salaires versés aux dirigeants, la sénatrice libérale écrit dans son projet que la rémunération des dirigeants d'entreprise « ne peut être supérieure à 20 fois le salaire industriel moyen par année au Canada », calculé par Statistique Canada. Cela équivaut à environ 800 000 \$ par an.

Cette mesure s'appliquerait à toutes les sociétés en Bourse, qu'elles reçoivent ou non de l'aide de l'État.

La sénatrice veut aussi que les entreprises rendent publics tous les avantages consentis aux dirigeants, de la formation professionnelle aux voitures de fonction.

« Les colloques à Hawaï, les conférences à Dubaï, puis les séminaires à Paris... entre vous et moi, les compagnies canadiennes, si elles veulent en faire, elles peuvent en faire à Montréal. »

Les administrateurs de société ne pourraient pas siéger à plus de quatre conseils d'administration. Et interdiction de leur verser des options.

Pour illustrer le malaise qu'elle perçoit au sein des conseils d'administration, elle utilise l'exemple d'AbitibiBowater, où le conseil d'administration a octroyé 17,5 millions à son président sortant, John Weaver, alors que les avertissements de crise de liquidités se multipliaient.

« Ben voyons donc! Les administrateurs, sur quelle planète ils vivent ces gens-là? C'est pour ça que j'ai mis les administrateurs, pas juste les dirigeants. C'est une relation un peu incestueuse en ce qui me concerne », dit Céline Hervieux-Payette.

Disant s'inspirer de mesures adoptées ailleurs, la sénatrice promet de revenir à la charge avec pas moins de cinq autres projets de loi sur la gouvernance et le système financier au cours des prochains mois.

Mais déjà hier, son chef, Michael Ignatieff, s'est montré réticent, disant que « le gouvernement du Canada n'a pas de rôle valable en légiférant dans ce domaine-là ».

Avec Malorie Beauchemin, à Ottawa



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Céline Hervieux-Payette dépose aujourd'hui un projet de loi au Sénat.

AVIS DE DIVIDENDES

BCE

Le 6 mai 2009, le conseil d'administration de BCE Inc. a déclaré les dividendes suivants, payables aux porteurs de ses actions à la fermeture des bureaux aux dates de référence indiquées :

	Dividende		Date de référence	Payable le
	No.	Montant		
Par action ordinaire :	103	0,385 \$	15 juin 2009	15 juillet 2009
Par action privilégiée de premier rang à dividende cumulatif rachetable :				
• Série R	35	0,28375 \$	31 juillet 2009	1 septembre 2009
• Série S	111	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série S	112	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série S	113	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série T	11	0,281375 \$	30 juin 2009	1 août 2009
• Série Y	97	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série Y	98	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série Y	99	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série Z	27	0,2706875 \$	31 juillet 2009	1 septembre 2009
• Série AA	30	0,30000 \$	31 juillet 2009	1 septembre 2009
• Série AB	21	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série AB	22	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série AB	23	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série AC	26	0,2875 \$	31 juillet 2009	1 septembre 2009
• Série AD	15	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série AD	16	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série AD	17	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série AE	29	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série AE	30	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série AE	31	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série AF	11	0,27500 \$	30 juin 2009	1 août 2009
• Série AG	11	0,271875 \$	30 juin 2009	1 août 2009
• Série AH	29	Flottant	29 mai 2009	12 juin 2009
• Série AH	30	Flottant	30 juin 2009	12 juillet 2009
• Série AH	31	Flottant	31 juillet 2009	12 août 2009
• Série AI	11	0,290625 \$	30 juin 2009	1 août 2009

Les dividendes versés par BCE à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles pour fins de l'impôt sur le revenu canadien.

Alain F. Dussault
Secrétaire de la société, BCE Inc.

L'application iPhone Cyberpresse

Maintenant disponible sur Apple Store

LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

L'ÉVÉNEMENT LEXUS HYBRIDE DRIVE

OFFREZ-VOUS L'UN DE NOS DERNIERS RX 400h 2008. AU MEILLEUR PRIX JAMAIS OFFERT

RX_h

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE **53650\$***

CONTRIBUTION DE LEXUS CANADA **5000\$***

CONTRIBUTION DU CONCESSIONNAIRE LEXUS **3000\$***

PRIX SPÉCIAL **45650\$*** À LA LOCATION, AU FINANCEMENT OU À L'ACHAT COMPTANT

Le PDSF du modèle neuf RX 400h Sx - P - 2008 est de 53 650 \$. Le PDSF ne comprend pas les frais de transport et de préparation (1895\$), l'immatriculation, les assurances, l'enregistrement, les droits sur les pneus neufs et les taxes. * La remise incitative de 5 000 \$ est offerte aux clients au détail pour l'achat des modèles de RX 400h 2008. Les offres de remise incitative ont lieu au moment de la livraison. Consultez Lexus Gabriel ou Lexus Prestige pour savoir si la taxe s'applique avant ou après l'application des remises incitatives dans votre juridiction. † LA CONTRIBUTION DU CONCESSIONNAIRE DE 3 000 \$ sera déduite du prix de location ou d'achat négocié avant taxes. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres sont d'une durée limitée et sont valides uniquement pour les clients au détail. L'offre s'applique à tous les modèles RX 400h 2008 en stock. L'offre est modifiable sans préavis et expire à la fin du mois, à moins qu'elle soit prolongée ou révisée. Consultez Lexus Gabriel ou Lexus Prestige pour connaître tous les détails.

**3303, Côte-de-Liesse
Saint-Laurent**

514 747.7777

**5770, Boul. Taschereau
Brossard**

450 923.7777

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Travaux de construction d'un nouveau bâtiment de services au Complexe aquatique

La Société du parc Jean-Drapeau désire obtenir des soumissions pour la construction d'un nouveau bâtiment de services aux abords du Complexe aquatique situé sur l'île Sainte-Hélène, au parc Jean-Drapeau. Ce bâtiment regroupera de nouvelles toilettes pour femmes et pour hommes ainsi qu'une salle, avec système de palan, donnant accès au sous-sol du Complexe aquatique.

Les documents pourront être obtenus à partir du **mercredi 13 mai 2009**, de 9 h à 16 h, en s'adressant à l'entrée principale du pavillon du Canada, au 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, via le pont de la Concorde, moyennant un montant non remboursable de 200 \$, taxes incluses, payable en argent comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de la Société du parc Jean-Drapeau.

Visite optionnelle des lieux : le jeudi 21 mai à 10 h, à l'entrée principale du Complexe aquatique, île Sainte-Hélène, parc Jean-Drapeau

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9, seront reçues jusqu'à **11 h 00, le vendredi 29 mai 2009**. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Christian Ouellet
Directeur général

APPEL D'OFFRES

Projet : Impression commerciale et impression des formulaires

Dossier: P09-016

Ouverture: 5 juin 2009 à 11 h 00 (heure locale)



Document disponible au coût de cinquante dollars (50\$) (argent ou chèque visé) non remboursable, à compter du mercredi 13 mai 2009 à 9h00 au Service des achats du RTL, 1150, boul. Marie-Victorin, Longueuil.

Un cautionnement de soumission est requis pour soumissionner.

Pour informations, s'adresser au (450) 442-8600 poste 8603.

Nos bureaux sont ouverts du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30 et le vendredi de 8h30 à 15h00.

Réseau de transport de Longueuil

rtl-longueuil.qc.ca

AVIS DE CORRECTION DE - Best Buy

À notre précieuse clientèle. Nous sommes désolés des inconvénients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du 8 mai - 14 mai. **Produit:** Ordinateur portable de 17 po Gateway (P-6872H). Ce produit apparaît en page de couverture de la circulaire du 8 mai. L'ordinateur est doté d'une capacité de réseautage intégré sans fil G, et non pas sans fil N. Le financement est également incorrect. Le bon montant est de 25,02 \$ par mois, et 22,75 \$ par mois au Québec. UGS: 10122355 1830164

AVIS DE CORRECTION DE - FUTURE SHOP

Fido BlackBerry Pearl 8100 10119326. Sur la page 5 de la circulaire du 8 mai, le prix de ce produit est de 24,99 \$ sur certains plans de 3 ans, et non pas des plans de 2 ans comme nous l'avons annoncé. Nous sommes désolés pour tout inconvénient que cette situation aurait pu causer à notre distinguée clientèle. 1829931

Soumission publique

Fourniture de différents véhicules routiers et d'une laveuse à plancher pour la STM

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : www.seao.ca ou au 1-866-669-7326, à partir du **mercredi 13 mai 2009**. Information : (514) 280-4909.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **vendredi 29 mai 2009 à 15 h**. Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : aucun cautionnement requis. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3665-04-09-60

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

MOUVEMENT COLLECTIF 

Donnez

L'espoir passe par la recherche

charlesbruneau.qc.ca

Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau

Audience publique

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

PROJET D'AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SUR LA RIVIÈRE SHELDRAKE À RIVIÈRE-AU-TONNERRE

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) donne avis que les séances de l'audience publique sur le projet ci-dessus mentionné débiteront le mercredi 20 mai 2009.

La première partie de l'audience vise à permettre au public et à la commission d'enquête de cerner tous les aspects du projet en vue de la deuxième partie de l'audience.

La deuxième partie permettra à la commission d'entendre les personnes qui auront déposé un mémoire ou qui désirent faire connaître de vive voix leur opinion sur le projet.

Coordonnées de l'audience:

Salle communautaire, 9, rue de l'Église, Rivière-au-Tonnerre

1^{re} partie:
les séances débiteront le mercredi 20 mai 2009 à 19 h.

2^e partie:
les séances débiteront le mercredi 17 juin 2009 à 19 h.

Le dossier est disponible pour consultation aux endroits suivants:

Bureau municipal de Rivière-au-Tonnerre
473, rue Jacques-Cartier
Rivière-au-Tonnerre G0G 2L0
Téléphone: 418 465-2255

Bibliothèque Louis-Ange-Santerra
500, avenue Jolliet
Sept-Îles G4R 2B4
Téléphone: 418 964-3355

Université du Québec à Montréal (UQAM)
Bibliothèque centrale, Pavillon Hubert-Aquin
Section des publications gouvernementales
1255, rue Saint-Denis, local A-M100
Montréal H2X 3R9
Téléphone: 514 987-4392

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)
Édifice Lomer-Gouin
575, rue Saint-Amable, bureau 2.10
Québec G1R 6A6
Téléphone: 1 800 463-4732 ou 418 643-7447

De l'information supplémentaire et des documents sont disponibles dans Internet à l'adresse www.bape.gouv.qc.ca. Des renseignements peuvent également être obtenus auprès de Marie-Josée Méthot au 418 643-7447 ou, sans frais, au 1 800 463-4732, ou par courriel à l'adresse: sheldrake@bape.gouv.qc.ca.

Le secrétaire du BAPE par intérim
René Beaudet

Québec

AVIS D'AUDITION POUR L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION DANS L'AFFAIRE DU RECOURS COLLECTIF AYANT TRAIT AUX TITRES DE TVI PACIFIC INC.

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS, VOS DROITS POURRAIENT ÊTRE AFFECTÉS

CET AVIS S'ADRESSE À TOUTES PERSONNES, PHYSIQUES OU MORALES (AUTRES QUE LES PERSONNES EXCLUES, TEL QUE DÉFINIES DANS L'ENTENTE DE RÉGLEMENT), QUI ONT ACQUIS DES TITRES DE TVI PACIFIC (« TVI ») AU COURS DE LA PÉRIODE DÉBUTANT ET INCLUANT LE 30 MARS 2006 JUSQU'AU 9 AOÛT 2007 INCLUSIVEMENT (« LA PÉRIODE DU RECOURS »), ET QUI DÉTENAIENT TOUJOURS QUELQUES UNS OU TOUS CES TITRES LE 9 AOÛT 2007 (« LES MEMBRES DU GROUPE »).

LES RECOURS COLLECTIFS DE L'ONTARIO ET DU QUÉBEC ONT ÉTÉ RÉGLÉS POUR 2.1 MILLION DE DOLLARS

En 2008, les requérants canadiens ont déposé des procédures de la nature de recours collectif, en Ontario et au Québec, contre TVI et certains de ses anciens ou actuels administrateurs et dirigeants (les « Défendeurs »). Les Requérants allèguent que les Défendeurs ont conspiré et violé leur devoir de gestion compétente qu'ils ont vis-à-vis les actionnaires de TVI en émettant des états financiers consolidés pour les années se terminant le 31 décembre 2005 et 2006 et des états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre se terminant le 31 mars 2007 qui étaient faux ou inexacts. Les Requérants allèguent également que le Régime Incitatif d'Actionnariat (le « Régime ») permettait l'obtention d'options à valeur positive en contravention avec les objectifs du Régime, le Manuel des Compagnies listées au TSX et la réglementation sur les valeurs mobilières de l'Ontario et du Québec.

Les parties aux procédures ont conclu un règlement qui est conditionnel à l'approbation des tribunaux du Québec et de l'Ontario. L'Entente de Règlement prévoit que les Défendeurs paieront la somme de 2.1 million de dollars (le « Fonds du Règlement ») en échange d'un règlement complet et final de toutes les réclamations y incluant les honoraires des Procureurs du Groupe, les débours et les taxes et tous les coûts liés à l'administration de l'Entente de Règlement en échange d'une quittance et d'un rejet des procédures. En outre, TVI a accepté de faire des efforts pour refixer le prix de certaines options et pour adopter des mesures de gouvernance corporative précises destinées à éliminer toute manipulation potentielle des options à l'avenir.

Le règlement constitue un compromis destiné à mettre un terme à des réclamations contestées et n'est pas une admission de quelque responsabilité, acte fautif ou faute de la part d'aucun des Défendeurs, qui, par surcroît, ont nié et continuent de nier le contenu de toutes les allégations contenues dans les procédures.

LES AUDIENCES D'APPROBATION QUI AURONT LIEU EN ONTARIO ET AU QUÉBEC.

Avant de pouvoir être mise en œuvre, l'Entente de Règlement doit être approuvée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec. Bien qu'ils ne soient pas requis de le faire, les Membres du Groupe peuvent assister aux audiences qui seront tenues pour l'approbation du règlement :

- En Ontario :** Le 17 juin 2009, à 10h00 a.m., au Palais de Justice, 361, University Ave., Toronto, Ontario; et
- À Québec :** Le 22 juin 2009, à 10h00 a.m. au Palais de Justice de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, Québec, en la salle 3.14;

Si le règlement est approuvé, d'autres avis prévoyant des instructions sur la façon de produire sa réclamation pour recevoir une compensation ou sur la façon de s'exclure du recours si vous ne désirez pas obtenir un dédommagement ou être lié par le règlement seront alors publiés.

Un Membre du Groupe qui ne s'oppose pas au règlement n'est pas tenu de se présenter aux auditions ni de prendre aucune autre mesure afin de signifier son intention de participer au règlement proposé.

LES HONORAIRES DES PROCUREURS DU GROUPE ET LES HONORAIRES LIÉS À L'ADMINISTRATION

En plus de demander aux tribunaux d'approuver l'Entente de Règlement, les Procureurs du Groupe (tels qu'identifiés ci-après) demanderont aux tribunaux d'approuver le paiement de leurs honoraires, qui n'excéderont pas 25% du Fonds du Règlement, plus les débours et toutes les taxes applicables (les « Honoraires des Procureurs du Groupe »). Les Procureurs du Groupe demanderont également aux tribunaux de désigner un Administrateur qui recevra pour son travail, un montant comprenant ses honoraires, plus toute autre somme encourue ou payable en rapport avec l'approbation, le processus de diffusion des avis, la mise en œuvre et l'administration du règlement (les « Dépenses d'Administration »), qui sera prélevé à même le Fonds de la Transaction. Les Honoraires des Procureurs du Groupe et les Dépenses d'Administration seront déduits du Fonds de la Transaction avant toute distribution aux Membres du Groupe.

COMMENT LES MEMBRES DU GROUPE SERONT INDEMNISÉS?

Le Fonds du Règlement, déductions faites des Honoraires des Procureurs du Groupe et des Dépenses d'Administration (le « Fonds du Règlement Net ») sera distribué aux Membres du Groupe en accord avec le Protocole de Distribution, qui apparaît à l'Annexe «B» de l'Entente de Règlement.

Le montant qui sera versé à chaque Membre du Groupe éligible à recevoir une compensation dépendra de plusieurs facteurs dont : (i) la quantité et le prix payé par le Membre du Groupe par titre acquis au cours de la Période du Recours; (ii) le moment où le Membre du Groupe a vendu les titres de TVI achetés au cours de la Période du Recours et le prix auquel tels titres ont été vendus; (iii) si le Membre du Groupe détient toujours tout ou une partie des titres de TVI ainsi acquis au cours de la Période du Recours; et (iv) le nombre total de formulaires de réclamations que les Membres du Groupe produiront à l'Administrateur.

UN EXEMPLAIRE DE L'ENTENTE DE RÉGLEMENT INCLUANT LE PROTOCOLE DE DISTRIBUTION PEUT ÊTRE CONSULTÉ À www.classaction.ca

EFFET DE L'APPROBATION DU RÉGLEMENT PROPOSÉ SUR LES AUTRES RECOURS ENTREPRIS PAR LES MEMBRES DU GROUPE

Si l'Entente de Règlement est approuvée par les tribunaux, vous serez alors lié par ses termes à moins que vous ne décidiez de vous exclure. Ceci signifie que toute personne qui n'aura pas demandé à être exclue du groupe ne pourra plus instituer ou poursuivre toute autre réclamation ou procédure légale contre les Défendeurs ou toute autre personne quittancee par l'Entente de Règlement quant aux allégations contenues dans les procédures.

D'autre part, si à titre de Membre du Groupe vous décidez de vous exclure, vous ne serez pas alors lié par les termes de l'Entente de Règlement MAIS vous ne pourrez pas formuler une réclamation et ne serez alors pas éligible à recevoir quelquel'indemnité que ce soit du Fonds du Règlement.

S'OPPOSER À L'ENTENTE DE RÉGLEMENT

Lors des audiences d'approbation, les tribunaux considéreront les objections au règlement dûment soumises. Un Membre du Groupe qui désire commenter ou s'opposer à l'Entente de Règlement doit le faire par écrit et soumettre le tout aux Procureurs du Groupe (aux adresses apparaissant ci-après), au plus tard le 12 juin 2009. Tout Membre du Groupe formulant une objection ou un commentaire peut, mais n'est pas tenu, de se présenter aux audiences d'approbation.

Toute objection doit être transmise par écrit et contenir l'information qui suit :

- le nom de la personne qui s'oppose, son adresse, son numéro de téléphone et son numéro de télécopieur (si applicable), ainsi que son adresse de courriel;
- Un bref résumé de la nature et des motifs de l'opposition;
- Tout document permettant d'établir que la personne s'opposant à la Transaction a acquis des titres de TVI au cours de la Période du Recours; et;
- Une déclaration sur l'intention de la personne s'opposant au Règlement d'être présente lors des audiences d'approbation en personne, ou d'y être représentée par un conseiller légal et, si la personne s'opposant au Règlement a choisi d'être représentée par un conseiller légal, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse courriel de ce conseiller.

INTERPRÉTATION

En cas de conflit entre cet avis et l'Entente de Règlement, les conditions contenues dans l'Entente de Règlement auront préséance.

LES QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LE RÉGLEMENT PROPOSÉ DOIVENT ÊTRE POSÉES AUX PROCUREURS DU GROUPE

Monique Radlein Siskinds LLP Barristers and Solicitors 680 Waterloo Street London, ON N6A 3V8 Tél : 519.660.7868 Télécopieur : 519.660.7869 Courriel : monique.radlein@siskinds.com	Simon Hébert Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l. Les Promenades du Vieux-Québec 43 Rue Buade, Bur 320 Québec, QC G1R 4A2 Tél : 418.694.2009 Télécopieur : 418.694.0281 Courriel : simon.hebert@siskindsdesmeules.com
---	--

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE DE L'ONTARIO ET LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC

CONSULTATIONS PUBLIQUES SUR L'AVENIR DU MANÈGE MILITAIRE DE LA GRANDE-ALLÉE DE QUÉBEC

Du 15 mai au 15 juin 2009, le gouvernement du Canada mène des consultations publiques auprès des Canadiens, particulièrement auprès des citoyens de Québec, sur l'avenir du Manège militaire de la Grande-Allée qui a été endommagé par un incendie en avril 2008. Un expert-conseil dirige ces consultations et est appuyé par un comité consultatif fédéral dirigé par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Comment participer :

- En répondant à un questionnaire en ligne.**
Du 15 mai au 15 juin 2009, les citoyens, les groupes d'intérêt et les autres ordres de gouvernement sont invités à répondre à un questionnaire sur le site Internet de la consultation, à l'adresse www.tpsgc.gc.ca/manege. Il est possible d'obtenir une copie papier du questionnaire en appelant au 1-866-346-1857 et de renvoyer le questionnaire rempli par la poste ou par télécopieur.
- En proposant un concept qui respecte certains paramètres établis.**
Ceux qui le souhaitent peuvent soumettre une proposition de concept par courriel, par télécopieur ou par la poste. Ces propositions doivent respecter les paramètres établis, qui sont indiqués sur le site Internet de la consultation, et être reçues entre le 12 mai et le 15 juin. Toute proposition reçue après le 15 juin ne sera pas acceptée.

Ceux qui souhaitent présenter leur concept en personne au comité consultatif doivent l'indiquer clairement dans leur document de proposition et l'acheminer afin qu'il soit reçu au plus tard le 18 mai (voir les coordonnées indiquées ci-dessous). Ils doivent également s'assurer de démontrer, dans leur document de proposition, que la proposition respecte les paramètres établis. Les rendez-vous d'une demi-heure seront accordés selon le principe du premier arrivé, premier servi, en se fondant sur la date et l'heure de réception du document de proposition dans lequel la demande de rencontre est indiquée.

Les citoyens qui le souhaitent peuvent assister en tant qu'observateurs aux séances publiques durant lesquelles seront présentées les propositions, qui auront lieu à Québec les 20 et 21 mai.

Pour plus de renseignements

Pour connaître l'horaire et l'emplacement des séances publiques ou pour tout autre renseignement additionnel, veuillez visiter le site www.tpsgc.gc.ca/manege à compter du 15 mai. Vous pouvez aussi téléphoner au 1-866-346-1857 ou écrire à l'adresse : que.questions@tpsgc.gc.ca dès maintenant. Les personnes malentendantes ou présentant un trouble de la parole sont invitées à utiliser leur système de relais habituel.

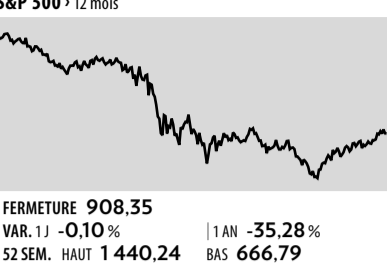
Veillez envoyer les propositions à :

Adresse postale :
Consultations publiques sur l'avenir du Manège militaire de la Grande-Allée de Québec
Le cabinet de relations publiques National Succursale Haute-ville
C.P. 68, Québec (Québec) G1R 4M8
Télécopieur : 418-204-3848
Courriel : consultationpublique@manegemilitaire.ca

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J
	(\$)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	50 325,78	-650,61 -1,28
CAC 40 (France)	3 231,10	-17,57 -0,54
DAX (Allemagne)	4 854,11	-12,80 -0,26
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 090,60	-0,49 -0,02
FTSE 100 (Angleterre)	4 425,54	-9,96 -0,23
Hang Seng (Hong Kong)	17 153,64	65,69 0,38
Mexico Bolsa (Mexique)	23 696,49	-246,53 -1,03
Milan MIB30 (Italie)	21 033,00	187,00 0,90
NIKKEI 225 (Japon)	9 298,61	-153,37 -1,62
S&P/ASX 200 (Australie)	3 877,20	-48,80 -1,24
Shanghai (Chine)	2 618,17	38,43 1,49
Swiss Market (Suisse)	5 346,03	-12,91 -0,24

> CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
OPTI CANADA (OPC)	17 712 501	3,81	-4,99
HORIZONS BETAPRO (HOU)	15 754 760	7,54	2,45
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	15 376 269	15,44	0,07
LUNDIN MINING (LUN)	12 055 799	2,57	0,00
TECK RES./B (TCK.B)	10 860 673	16,09	0,75
MANULIFE FINANC. (MFC)	8 022 069	22,60	-2,75
YAMANA GOLD (YRI)	7 966 954	10,58	6,76
SUNCOR ENERGY (SU)	7 745 407	35,50	-2,02
URANIUM ONE INC (UUU)	6 759 313	4,05	4,92
HORIZONS BETAPRO (HGU)	6 225 078	12,28	8,19
BOMBARDIER/B (BBD.B)	6 196 702	3,93	-1,26
POTASH ONE (KCL)	5 881 590	2,49	17,45
ELDORADO GOLD (ELD)	5 709 695	9,81	3,92
BANQUE ROYALE (RY)	5 549 640	43,29	-1,95
HORIZONS BETA/A (HNU)	4 897 978	9,64	9,55
KINROSS GOLD (K)	4 871 701	20,25	5,97

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
US GOLD CAN. (UXE)	12 885	2,50	23,15
CLARKE (CKI)	6 034	2,75	18,03
POTASH ONE (KCL)	5 881 590	2,49	17,45
NEW GOLD (NGD)	4 229 751	2,55	15,39
WESTERN GOLDFIELD (WGI)	3 054 749	2,50	13,64

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
ISHARES COMEX (IGT)	22 856	112,00	7,45
POTASH CORP OF SA (POT)	1 982 223	117,29	6,56
NIKO RESOURCES (NKO)	414 901	73,01	4,11
AGNICO-EAGLE (AEM)	1 506 422	60,02	3,95
ROYAL GOLD (RGL)	9 924	48,63	2,98

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
LIVINGSTON INT. (LIV.U)	340 904	4,00	-29,82
CANYON SERVICES (FRC)	2 300	2,02	-14,04
NEWALTA (NAL)	636 700	3,89	-13,17
MORGUARD (MRC)	7 890	25,00	-12,25
POLARIS MINERALS (PLS)	835 044	2,03	-11,74

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FAIRFAX FINANCIAL (FFH)	64 912	310,00	-11,99
MORGUARD (MRC)	7 890	25,00	-3,49
FIRST QUANTUM (FM)	679 845	49,50	-2,40
CANADIAN TIRE/A (CTC.A)	183 769	47,52	-2,22
RESEARCH IN MOTIO (RIM)	2 786 408	83,40	-2,08



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GOLD WHEATON GOLD (GLW)	11 216 350	0,22	4,88
SAN GOLD (SGR)	5 206 692	2,25	10,29
DUMONT NICKEL (DNI)	4 492 600	0,03	50,00
CANADIAN PHOENIX (CPH)	3 842 533	0,02	0,00
AAER (AAE)	3 353 178	0,25	-3,92
WESTERNZAGROS (WZR)	2 688 749	1,17	-2,50
CLOUDBREAK RES. (CDB)	2 586 700	0,07	0,00
MART RESOURCES (MMT)	2 585 248	0,07	-6,67
ARGENTA OIL & GAS (AZA)	2 486 500	0,06	0,00
WELLPOINT SYST. (WPS)	2 471 164	0,10	58,33

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

	FERM.	1 J (\$)	1 J (%)	1 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	15,90	-0,08	-0,50	-31,24
S&P/TSX 60 (XIU)	15,44	0,01	0,07	-29,60
S&P/TSX fin. (XFN)	18,26	-0,31	-1,67	-24,55
S&P/TSX éner. (XEG)	16,73	-0,09	-0,54	-39,06
S&P/TSX or (XGO)	19,88	0,81	4,25	1,26
Oblig. c. terme (XSB)	29,32	-0,04	-0,14	2,48
Oblig. l. terme (XSB)	29,25	-0,02	-0,07	0,31
S&P 500 (XSP)	10,68	-0,01	-0,09	-38,83

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 563,41	4,12	13,24					
▲ Osisko (OSK)	5,88	0,33	5,95	20 270	61,54	1 501	6,10	1,40
▲ Potash (POT)	117,29	6,56	5,92	19 822	30,99	34 634	246,29	61,81
▲ Goldcorp (G)	39,31	1,81	4,83	42 611	2,40	28 702	52,48	17,77
▲ Barrick (ABX)	40,62	1,47	3,76	45 257	-9,15	35 470	52,47	22,00
▲ Domtar (UXF)	1,96	0,06	3,16	89	0,51	41	7,00	0,67
▲ Semafo (SMF)	2,10	0,04	1,94	5 365	75,00	489	2,36	0,75
▲ Canam (CAM)	7,55	0,09	1,21	88	13,53	343	12,00	3,73
Teck Cominco (TCK.B)	16,09	0,12	0,75	108 606	167,28	7 875	52,90	3,35
Cascades (CAS)	4,01	-0,01	-0,25	3 967	16,57	391	7,48	1,70
▼ Tembec (TMB)	0,78	-0,03	-3,70	223	-18,75	78	4,20	0,62
CONSOMMATION COURANTE	1 413,57	0,82	-2,99					
▲ Weston (George) (WN)	65,99	2,47	3,89	1 033	10,08	8 518	67,43	41,83
▲ Metro (MRU.A)	35,93	0,93	2,66	2 974	-2,89	4 014	40,00	23,81
▲ Loblaw (L)	36,26	0,41	1,14	2 787	3,69	9 942	37,57	26,11
▲ Molson (TPX.B)	49,40	0,40	0,82	116	-16,51	1 169	60,32	40,25
Saputo (SAP)	21,65	0,09	0,42	2 729	-2,35	4 483	29,19	18,38
Shoppers Drug Mart (SC)	44,26	-0,06	-0,14	8 426	-7,89	9 619	58,23	41,39
Jean Coutu (PIC.A)	9,68	-0,02	-0,21	3 106	16,63	2 284	9,95	6,01
▼ Coche-Tard (ATD.B)	13,34	-0,18	-1,33	2 616	-7,62	5 540	16,50	10,11
▼ Lasso (LAS.A)	39,30	-0,95	-2,36	22	20,70	261	49,99	31,00
TÉLÉCOMS	648,08	0,23	-10,10					
Rogers (RCL.B)	30,71	0,13	0,43	18 202	-16,07	19 766	46,38	25,40
Telus (T)	31,00	0,00	0,00	9 497	-16,60	9 669	48,87	29,12
BCE (BCE)	24,35	-0,01	-0,04	37 170	-3,10	19 125	40,29	20,94
SANTÉ	260,22	-0,10	3,07					
▲ Theratechnologies (TH)	2,53	0,05	2,02	2 006	26,50	153	7,62	1,05
Biovail (BVF)	13,08	0,11	0,85	5 945	13,35	2 070	15,38	7,84
▼ MDS (MDS)	7,03	-0,08	-1,13	2 086	-6,89	845	20,15	5,65
▼ Atrium (ATB)	13,76	-1,81	-11,63	1 281	6,50	446	18,00	9,60
SERVICES PUBLICS	1 385,49	-0,30	-8,22					
▲ Boralex (BLX)	7,20	0,26	3,75	705	-4,64	272	17,25	5,00
▲ Gaz Métro (GZM.U)	14,65	0,22	1,53	312	11,41	1 765	16,30	10,63
Innervex (IEF.U)	9,58	0,03	0,31	715	4,13	282	13,23	8,00
Fortis (FTS)	23,07	0,02	0,09	8 982	-6,18	3 916	28,02	20,70
Canadian Utilities (CU)	35,86	0,01	0,03	7 057	-11,46	4 510	48,00	33,11
TransAlta (TA)	20,90	-0,20	-0,95	6 488	-13,99	4 135	38,10	17,96
ÉNERGIE	2 520,25	-0,31	19,16					
▲ Husky Energy (HSE)	33,39	1,16	3,60	11 878	8,16	28 362	54,24	24,78
▲ Cameco (CCO)	30,28	0,64	2,16	17 287	43,85	11 884	44,38	14,33
▲ Pengrowth Energy (PGF.U)	9,14	0,18	2,01	4 955	-2,25	2 354	21,56	5,84
▲ Arc Energy (AET.U)	17,18	0,32	1,90	11 874	-14,53	4 013	34,47	11,41
▲ Penn West Energy (PWT.U)	14,85	0,25	1,71	12 683	9,43	6 063	35,60	8,82
Talisman Energy (TLM)	16,49	0,14	0,86	47 018	35,39	16 801	25,40	8,28
Imperial Oil (IMO)	42,86	0,27	0,63	8 202	4,56	36 383	62,54	28,79
Enbridge (ENB)	26,72	0,08	0,30	8 488	11,52	4 439	49,85	16,75
Can Natural Res. (CNQ)	62,12	0,03	0,05	17 614	27,43	33 665	111,30	34,19
EnCana (ECA)	63,01	-0,03	-0,05	23 536	10,62	47 263	97,81	41,36
Nexen (NXY)	24,47	-0,08	-0,33	20 794	14,08	12 744	43,45	13,33
TransCanada (TRP)	30,75	-0,24	-0,77	20 186	-7,30	19 035	40,71	28,86
▼ Enbridge (ENB)	37,56	-0,41	-1,08	10 411	-5,06	14 052	46,27	33,10
▼ Suncor Energy (SU)	35,50	-0,73	-2,02	77 454	49,66	33 252	73,10	18,80
▼ Petro-Canada (PCA)	43,92	-1,05	-2,34	27 822	64,37	21 297	61,85	20,01
▼ Canadian Oil Sands (COS.U)	27,20	-1,22	-4,29	19 300	28,91	13 144	55,25	16,65
CONSOMMATION AUTRE	783,74	-1,79	-3,15					
▲ Quebecor (QBR.B)	18,34	0,34	1,89	1 890	-6,57	1 183	33,45	13,80
▲ Astral Media (ACM.A)	30,25	0,35	1,17	1 730	23,98	1 699	37,56	19,41
Pages Jaunes (YLO.U)	6,25	0,03	0,48	43 095	-6,58	3 183	10,80	4,68
Le Château (CTU.A)	9,80	0,00	0,00	94	31,54	273	14,24	6,31
Shaw (SJR.B)	19,30	0,00	0,00	8 222	-10,69	8 313	24,20	17,37
Reitmans (RET.A)	12,75	-0,05	-0,39	994	9,44	877	19,00	8,09
Dorel (DIL.B)	22,51	-0,22	-0,97	860	-19,61	754	36,50	15,00
▼ Gildan (GIL)	13,52	-0,17						

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	5,83	0,35	-26,59
Cacao (SUS/livre)	1,07	-3,92	-18,30
Café (SUS/livre)	1,28	0,24	-7,27
Maïs (SUS/boisseau)	4,20	1,45	-30,49
Soya (SUS/boisseau)	11,38	0,66	-14,79
Sucre (SUS/livre)	0,16	0,71	34,94

ÉNERGIE	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	1,67	-0,80	-47,32
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	4,50	4,60	-60,18
Mazout (SUS/gallon)	1,51	0,47	-57,64

MÉTAUX	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,69	2,46	-46,81
Argent (SUS/once)	14,22	2,38	-17,12
Cuivre (SUS/livre)	2,10	2,19	-44,10
Étain (SUS/livre)	6,53	3,97	-41,70
Nickel (SUS/livre)	6,05	4,38	-49,68
Palladium (SUS/once)	235,25	-0,74	-47,35
Platine (SUS/once)	1 138,50	1,59	-46,38
Ploomb (SUS/livre)	0,66	1,42	-34,54
Zinc (SUS/livre)	0,70	3,06	-28,16

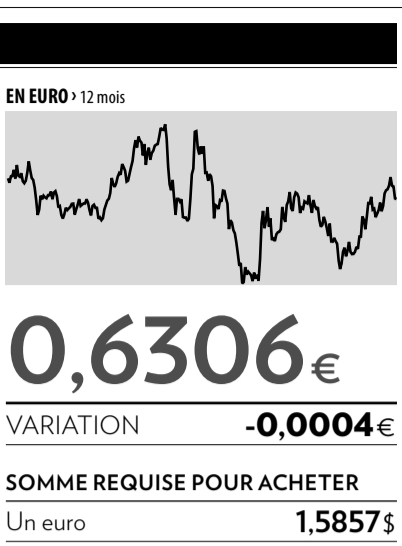
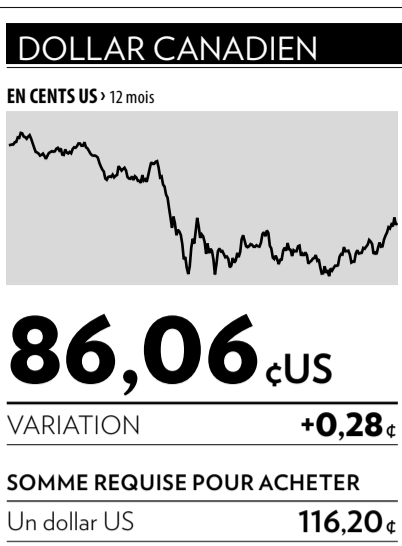
LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	5,50	01-06-2009	100,27	0,13 -0,01
Canada	9,50	01-06-2010	109,45	0,45 -0,01
Canada	9,00	01-03-2011	114,06	1,08 -0,08
Canada	6,00	01-06-2011	109,85	1,12 -0,08
Canada	10,25	15-03-2014	137,59	2,04 -0,15
Canada	9,75	01-06-2021	162,05	3,42 -0,35
Canada	8,00	01-06-2023	146,86	3,69 -0,29
Canada	8,00	01-06-2027	151,80	3,95 -0,34
Canada	5,75	01-06-2029	124,46	3,96 -0,33

LES PROVINCES				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	155,49	4,61 -0,28
Manitoba	7,75	22-12-2025	129,07	5,12 -0,80
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,64	4,10 -0,37
Newfoundland	6,15	17-04-2028	110,51	5,26 -0,77
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	114,97	5,30 -0,77
Ontario	6,25	25-08-2028	112,60	5,20 -0,80
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,27	3,22 0,08
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	136,68	5,11 -0,82
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	134,87	5,15 -0,84
PEI	8,50	27-10-2015	128,26	3,55 -0,44
Québec	6,00	01-10-2029	109,10	5,26 -0,80

LES CORPORATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Bell Canada	7,00	24-09-2027	94,04	7,60 -0,18
Bombardier	7,35	22-12-2026	72,50	10,89 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	100,14	6,08 2,52
Gtaa	6,45	03-12-2027	94,96	6,93 0,78
Investors Gr	6,65	13-12-2027	88,08	7,88 -0,17
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	97,80	6,96 -0,21

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT SEMAINE	RENDEMENT ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-2,75
Taux préférentiel	2,25	0,00	-2,50
Fonds à un jour	0,25	0,00	-2,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,19	0,02	-2,40
Obligations (2 ans)	1,13	0,11	-1,60
Obligations (10 ans)	3,13	0,08	-0,43
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-1,75
Taux préférentiel	3,25	0,00	-1,75
Fed funds	0,25	0,00	-1,75
Bons du trésor (3 mois)	0,18	0,00	-1,61
Obligations (2 ans)	0,88	-0,08	-1,42
Obligations (10 ans)	3,17	0,01	-0,62

OR	
	FERMETURE
New York	923,90 \$US
Variation 1 JOUR	+10,40 \$US
Variation 1 SEMAINE	+2,17 \$US
Variation 1 AN	+4,41 \$US



LES DEVISES DANS LE MONDE	
	FERMETURE
Afrique du Sud	1 \$ vaut 7,26 rands
Australie	1 \$ vaut 1,12 dollar
Brsil	1 \$ vaut 1,78 real
Chine	1 \$ vaut 5,87 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,56 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut 6,67 dollars
Inde	1 \$ vaut 42,41 roupies
Israël	1 \$ vaut 3,52 nouveaux shekels
Japon	1 \$ vaut 83,02 yens
Liban	1 \$ vaut 1 747,92 livres
Mexique	1 \$ vaut 11,38 pesos
Norvège	1 \$ vaut 5,55 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,42 dollar
Russie	1 \$ vaut 27,64 roubles
Suède	1 \$ vaut 6,71 couronnes
Suisse	1 \$ vaut 0,95 franc

Wall Street culbute et se redresse

REVUE BOURSIÈRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — La Bourse de New York a fini sans direction hier, à l'issue d'une séance marquée par les hésitations des intervenants, en l'absence d'informations majeures.

L'indice Dow Jones a pris 50,34 points, à 8469,11 points tandis que le NASDAQ, à dominante technologique, a cédé 15,32 points, à 1715,92 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a fini quasi stable, abandonnant 0,10 % (0,89 point), à 908,35 points.

Après avoir ouvert en hausse, le marché a rapidement effacé ses

gains avant de se reprendre partiellement dans la dernière heure d'échanges. Mais les échanges n'ont pas été très étoffés.

« Il ne se passe pas grand-chose, les volumes ne sont pas très élevés », a noté Peter Cardillo, d'Avalon Partners.

« Il faut prendre un peu de recul », a conseillé Lindsay Piegza, de FTN Financial, expliquant le retour de la volatilité par l'absence de données économiques majeures.

Le secteur bancaire a longtemps donné le ton de la séance, entraînant le marché dans son retournement de tendance en matinée.

Bank of America (-5,3 % à 12,26 \$US) a cédé pour 7,3 milliards US un tiers de sa participation dans la banque chinoise China Construction Bank (CCB),

selon le *Wall Street Journal*. Elle a aussi lancé un appel au marché obligataire pour 3 milliards US.

Citigroup a reculé de 5,2 % et JPMorgan Chase de 1,3 %.

Les constructeurs automobiles, autre secteur en difficulté, ont également pénalisé le marché.

Ford, qui a annoncé le lan-

dirigeants avaient liquidé leurs participations.

En revanche, la hausse du secteur de l'énergie et de la pharmacie a soutenu l'indice Dow Jones.

Légère baisse à Toronto

La Bourse de Toronto a aussi

TSX, a cédé 16,44 points pour terminer à 10 077,70, après avoir passé le plus clair de la séance à lutter contre les pertes.

Le secteur financier a reculé de 1,6 %, l'action de la Banque Royale ayant cédé 86 cents à 43,29 \$.

Le secteur aurifère a pour sa part grimpé de 4,7 %. Le cours du lingot d'or a grimpé de 10,40 \$US à 923,90 \$US l'once à la Bourse des matières premières de New York (NYMEX).

Les titres énergétiques ont abandonné en moyenne 0,4 % à Toronto, et ce, même si le cours du baril de pétrole brut a gagné 35 cents US à 58,85 \$US sur le NYMEX, après avoir brièvement passé au-dessus de la barre des 60 \$US en cours de séance.

Le secteur bancaire a longtemps donné le ton de la séance, entraînant le marché dans son retournement de tendance en matinée.

cement d'une augmentation de capital pour lever jusqu'à 2 milliards US, a chuté de 17,6 % à 5,01 \$US.

General Motors a lui plongé de 20,1 % à 1,15 \$US, après l'annonce que plusieurs de ses

PÉTROLE

Chute de la production et des investissements

AGENCE FRANCE-PRESSE

VARSOVIE — Alors que le prix du brut touchait les 60 \$US brièvement hier, le chef de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) a déclaré que la production pétrolière mondiale diminuera cette année de 1,7 million de barils par jour et que les investissements consacrés aux technologies vertes devraient chuter de 48 %.

« Nous avons globalement (...) jusqu'à présent revu à la baisse de 1,7 million de barils par jour la capacité pour 2009 », a déclaré à la presse le directeur exécutif de l'AIE, Nobuo Tanaka, après un entretien avec le ministre polonais de l'Économie, Waldemar Pawlak.

« Nos prévisions font état d'une baisse tant dans les pays membres de l'OPEP que dans ceux qui ne le sont pas », a poursuivi M. Tanaka.

« L'offre des pays non membres est réduite d'environ 500 000 barils par jour », a précisé M. Tanaka, en expliquant ce recul par la baisse de la demande en période de crise.

Dans un rapport publié le 10 avril, l'AIE a prévu une contraction de l'activité économique mondiale de 1,4 % en 2009 et a réduit sa prévision de demande mondiale de pétrole de 1 million de barils par jour (mbj) par rapport au mois précédent.



La production pétrolière mondiale diminuera cette année de 1,7 million de barils par jour et les investissements consacrés aux technologies vertes devraient chuter de 48 %.

« Dans le contexte de la crise économique actuelle, les investissements dans les technologies de production d'énergies renouvelables baisseront en 2009 de 48 % », a dit M. Tanaka. « Nous conseillons vivement aux pays du G8 ainsi qu'aux pays membres de l'AIE de maintenir le niveau de leurs investissements dans les technologies à faibles émissions de carbone ou les énergies renouvelables », a expliqué M. Tanaka.

« Les investissements dans les

technologies à émissions de carbone réduites sont essentiels au développement durable », a-t-il ajouté.

Entre-temps, les cours du pétrole sont grimpés au-dessus de 60 \$US hier à New York pour la première fois depuis six mois, sous l'effet d'un affaiblissement du dollar, qui rend moins cher le brut pour les investisseurs.

Ils sont montés dans les échanges électroniques précédant l'ouverture du marché à 60,08 \$US, avant de revenir à 58,85 \$US en fin de journée, en hausse de 35 cents US. « L'argent afflue vers le pétrole », a constaté le courtier indépendant Ellis Eckland.

Après avoir dégringolé de 147 \$US le 11 juillet dernier à 32,40 \$US en décembre, les cours ont remonté la pente progressivement, accélérant ces dernières semaines.

Explication de leur poussée hier: « le dollar chute », selon M. Eekland.

Face à la devise américaine, l'euro est ainsi passé au-dessus de 1,37 \$ pour la première fois depuis un mois et demi. Ce mouvement rend le brut échangé en dollars moins chers pour les acheteurs munis d'autres devises. Il pousse aussi les investisseurs à placer leur argent dans les matières premières pour se protéger de l'inflation.

WESTON

Un profit grâce à la vente des actifs américains

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — George Weston est à la recherche d'« options stratégiques » après avoir gonflé à 4,9 milliards son portefeuille en espèces et en investissements à court terme.

Le président et chef de la direction du géant de la boulangerie, Galen Weston, a évoqué hier l'existence « d'immenses occasions d'affaires » après avoir fait état d'un bénéfice net de 863 millions au premier trimestre,

résultat attribué à un gain après impôts de 883 millions tiré de la vente des actifs de boulangerie américains de l'entreprise.

« Nous sommes très excités par la perspective de ce qu'elles pourraient être », a-t-il ajouté.

M. Weston a fait remarquer que la vente de sa division américaine de produits de boulangerie frais à Grupo Bimbo, en échange de 2,5 milliards US, — ainsi que celle, l'an dernier, des activités laitières ontariennes Neilson à la société montréalaise Saputo, lui

ayant valu 465 millions —, laissait George Weston « avec d'importantes liquidités, une position hautement enviable en ces temps incertains ».

Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes, M. Weston n'a donné aucun indice quant à la façon dont pourrait être utilisée la somme de 3,3 milliards en espèces, ajoutée à celle de 1,6 milliard en investissements à court terme, mais il a indiqué que « nous commençons à étudier la situation ».

Le bénéfice par action de George Weston, la plus importante entreprise de produits de boulangerie au pays, qui est également propriétaire de la chaîne de supermarchés Loblaw, s'est chiffré à 6,61 \$ au cours de la période de 12 semaines terminée le 28 mars. Lors de la même période l'an dernier, l'entreprise avait accumulé un bénéfice net de 131 millions (0,91 \$ par action).

George Weston a enregistré des ventes de 7,02 milliards au

premier trimestre, en hausse de 2,7 % comparativement à celles de 6,84 milliards réalisées un an auparavant.

Son bénéfice d'exploitation a cependant reculé de 48 % pour atteindre 101 millions, par rapport à 195 millions un an plus tôt, tandis que ses marges ont rétréci à 1,4 %, par rapport à 2,9 %.

À la Bourse de Toronto, hier, l'action de George Weston se transigeait à 65,99 \$, en hausse de 3,89 %.